la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste

5

Deuxième année

NOS POINTS COMMUNS

L'exploitation et la domination d'une classe sociale sur une autre sont basées non seulement sur les **rapports de production** mais aussi sur la *reproduction* des conditions de la production.

L'Etat garantit et légitime la perpétuation du système établi. Par l'intermédiaire de l'école, de la police, de la justice, de l'armée, il détient le monopole de la force, de la violence, avec ou sans la complicité de leurs victimes.

La Révolution est la seule possibilité de changement. C'est **le projet et l'action, la théorie et la pratique des classes exploitées** face à la perpétuation des privilèges des classes dominantes. Une nouvelle situation résultera des forces mises en mouvement et de la profondeur de la contestation. C'est un aboutissement et un commencement.

Mais dans le processus révolutionnaire peuvent se transférer du vieux monde à la société qui naît, des éléments qui rendent possible la reconstruction de la structure de domination et d'exploitation (la hiérarchie, la délégation de pouvoir, la bureaucratie).

C'est ainsi que la Révolution, insurrectionnelle et expropriatrice, ne saurait être, ni s'attribuer, la représentation d'une quelconque catégorie sociale plus ou moins abstraite. Ni au « nom du peuple », ni du « prolétariat », ni de quoi que ce soit. Elle sera l'expression concrète de ces catégories-là, définies dans l'action et parlant par elles-mêmes. Ni la dictature d'un parti au nom d'une classe, ni le gouvernement d'une classe, serait-ce le prolétariat, sur d'autres classes exploitées (paysans, employés...). La Révolution sera la destruction de la forme capitaliste de production, la fin de la division de classes, de la domination d'une classe sur une autre.

Pour nous la Révolution signifie la disparition de la division sociale et technique du travail, de la séparation manuels/intellectuels, de la séparation ville/campagne et, fondamentalement, de la séparation dirigeants/exécutants. Et c'est dès maintenant que nous pouvons lutter contre ces divisions, y compris au sein de notre groupe, tout en sachant que la solution **ne saurait être ni individualiste, ni groupusculaire, ni volontatiste.** Quoiqu'indispensables, les modifications **au niveau des** relations interpersonnelles sont nécessairement partielles. Pour qu'un changement de fond ait lieu, il faut modifier en même temps le cadre structurel du mode capitaliste de production et de l'Etat. C'est-à-dire que la Révolution exige, dans la présente situation historique, un moment collectif insurrectionnel.

Changer le système de production, c'est aussi changer l'ensemble de la technologie liée à ces divisions, afin de changer la manière dont les hommes produisent, et établir des rapports égalitaires entre eux et dans tous les domaines, et non un simple contrôle, aussi démocratique soit-il, où l'ouvrier resterait « maître » de son usine, le paysan de son champ, etc... Cela implique une rotation des tâches entre différents types de production, et exclut tout Etat, même transitoire, toute forme de centralisme, même démocratique, tout réformisme, même musclé.

Nous ne savons pas comment cela est possible, mais plutôt que sans cela, rien n'est possible (en tous cas pas le socialisme). L'une de nos tâches est de discuter et d'envisager ces possibilités dès maintenant, en évitant tout dogmatisme.

Le fait que nous pensions que le prolétariat ne soit plus en voie d'expansion dans les pays développés, ni qu'il soit le seul moteur de l'histoire, ne veut pas dire qu'il soit remplacé dans cette fonction. Remplacer ouvrier par jeune ou par marginal, ou par technicien, selon les cas ou les intérêts du moment, c'est tomber dans le mode de pensée abstrait qui fait du prolétariat d'usine la classe révolutionnaire.

Revue de Critique
Anarchiste

N° 5 — Mai 1976

la lanterne noire

Sommaire

Pour toute correspondance :
P. BLACHIER, B.P. 14
92360 MEUDON-LA-FORET
(ne pas mentionner *La Lanterne Noire)*

Directeur de la publication :
J.-P. DUTEUIL

Pour tout paiement :
envoyer provisoirement l'argent à la B.P.

Prix du numéro : **5,50 F**

Abonnement quatre numéros : **30 F**

Etranger : **25 F**

Imprimerie La Ruche Ouvrière
10, rue de Montmorency, 75003 Paris

LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN 1976

Le mouvement ouvrier et révolutionnaire espagnol s'est formé avec l'effort de milliers et de milliers de militants anonymes.

Depuis les premiers efforts de Fanelli ou de A. Lorenzo (1) pour enraciner la 1re Internationale en Espagne, jusqu'à la réponse foudroyante avec laquelle le prolétariat espagnol remporta dans les rues la victoire sur l'armée fasciste, début juillet 1936, le courant anarchiste fut la colonne vertébrale du mouvement révolutionnaire, le noyau dur de la spontanéité des masses. Dans les derniers mois de l'année 36, ce fut en Espagne l'expression la plus haute de la lutte ininterrompue contre le joug du salariat, de la propriété et de l'Etat.

Le fascisme triomphant de Franco imposa aux vaincus un long silence et malgré la lutte continuée dans l'ombre, les attentats, les grèves sauvages, la continuité révolutionnaire semblait brisée.

Et comme partout ailleurs, l'activité libertaire reprend ou se renforce ; les idées anarchistes, à l'égal de la vieille taupe sous les apparences de l'histoire, ont su continuer leur chemin, en sachant que la révolution n'est pas une nécessité historique inéluctable mais une potentialité qu'il faut toujours construire, des occasions qu'il ne faut pas laisser passer.

La forte tendance à la reconstruction de la C.N.T., apparue en Espagne en ce moment, surprend et crée des problèmes intéressants :

1° Est-il possible, dans une société capitaliste industrielle où les syndicats réformistes font partie de l'encadrement et du contrôle de la population salariée, est-il possible de créer un syndicat révolutionnaire de tendance anarchiste ?

2° Quelles sont les formes d'organisation possibles à ce moment de la lutte de classes dans un système capitaliste avancé, soit d'entreprise, soit d'Etat ? Quelle est la place de l'organisation des masses et des organisations spécifiques ? Sont-elles souhaitables et nécessaires si notre finalité c'est l'autonomie ouvrière et la prise en main du contrôle de sa propre vie par tout un chacun ?

---

(1) Fanelli Giuseppe, du groupe des amis de Bakounine, est allé en Espagne pendant l'hiver 1868-69. Il établit des contacts à Madrid et à Barcelone, et son activité est à l'origine de la création de l'Alliance et de la section de l'A.I.T. en Espagne.

Lorenzo Anselmo, typographe, du noyau qu'organisa l'A.I.T. en Espagne en 1869 avec Mora, Fraga Pellicer, Morango, etc. Il participa à la conférence de Londres en 1971 et il est l'auteur de « Le Prolétariat Militant ». Son activité contribua à donner une orientation anarchiste collectiviste (« bakouniniste ») au mouvement ouvrier espagnol.

Toutes questions qui méritent discussion et analyse.

Aujourd'hui nous publions un travail sur le mouvement anarchiste espagnol pendant les dernières années. L'auteur manifeste sa préférence pour la solution anarcho-syndicaliste, ce qui n'est évidemment pas la position de *La Lanterne Noire*, mais nous croyons que la clarification des idées face à cette nouvelle situation en Espagne permettra un certain nombre de réflexions sur les rapports des anarchistes et du mouvement de masses. Dans le prochain numéro nous commencerons le débat sur l'organisation spécifique et la spontanéité révolutionnaire.

Pour l'instant, et pour une meilleure compréhension du texte, nous signalons deux faits.

D'abord, le renouveau et la force de l'anarcho-syndicalisme dans l'Espagne actuelle s'explique aussi par l'attitude des travailleurs. Dès les grandes grèves de 1962, une tactique est apparue spontanément face aux patrons et au syndicat fascistes : les Commissions Ouvrières, *élues* par la base. Très rapidement, les Commissions Ouvrières furent noyautées par des groupes politiques : P.C., Ligue, Mao, Catho. Et à partir de 1969, un courant se fait jour chez les travailleurs pour des organes élus et *contrôlés* par la base. Et à partir de 1971, pratiquement dans chaque conflit, on observe la dénonciation publique des manipulations des groupes politiques.

Actuellement cette attitude anti-récupératrice, sur le principe des assemblées de base quotidiennes décidant du mouvement et de la révocabilité des délégués est une constante des conflits en Espagne : même les délégués ouvriers de groupe d'opposition élus aux élections syndicales officielles de juin 1975 sont écartés*. L'interview publiée dans *Front Libertaire* d'avril sur Vitoria est exemplaire de cette tendance. Il faut également lire les nombreux articles de *Informations Rassemblées à Lyon*.

Ajoutons que même dans l'U.G.T. qui vient de célébrer un congrès public à Madrid — avril 1976 — (avec l'autorisation du gouvernement — sic —, mais il est vrai que les socia-les-démocraties allemande et suédoise sont derrière, sans compter Mitterrand qui devait se rendre en Espagne en 1975, voir « Cambio 16 » du 21-4-75, « Vanguardia » du 4-75), on a vu certaines délégations affirmer durement l'incompatibilité d'assumer des postes de responsabilité à la fois à l'U.G.T. et au P.S., ce à quoi la majorité a répondu en les traitant de « fascistes » (« Triunfo » 24-4-76). L'influence anarcho-syndicaliste est donc sensible même dans l'U.G.T.

Enfin, notre dernier point est que le développement de l'anarcho-syndicalisme espagnol reste une inconnue : comment s'adaptera-t-il à une éventuelle légalisation ? Comment pourra-t-il concilier le rôle d'« interlocuteur » du patronat qu'imposent les structures du capitalisme, et la combativité de la base depuis des années ? Les militants espagnols sont conscients de ce problème qu'ils sont obligés d'aborder, pratiquement en même temps qu'ils réorganisent des activités fractionnées depuis une quarantaine d'années. Et la menace d'une reprise du gouvernement par l'extrême-droite pèse toujours, tant sur les révolutionnaires que sur les capitalistes « démocrates ».

* Il faudrait sans doute reposer le problème de la différence, voir de l'opposition entre anarcho-syndicalisme et conseil ou soviet (comme en 1917-21 en Russie, en 1918-20 en Italie, en mai 68). Malheureusement c'est un débat souvent creux et passionné.

SITUATIONS ET PERSPECTIVES DE L'ANARCHISME ESPAGNOL

Depuis quelque temps, l'Espagne fait la une de l'actualité. Le moindre discours de Fraga, le plus petit éternuement de Carrillo, le plus insignifiant chuchotement de tel ou tel personnage politique est analysé, commenté, augmenté à souhait. Les commentateurs « spécialisés », fidèles tenants de « l'objectivité » journalistique, s'en donnent à cœur joie et s'activent pour ne pas être en retard d'une grève, d'une manifestation ou d'une déclaration. Professionnalisme oblige. Fascinés tant par le pragmatisme du « libéral » Fraga que par le sens des responsabilités du « démocrate » Carrillo, ces observateurs patentés de la réalité politique ignorent superbement tout ce qui peut bouleverser leurs schémas ou contredire leurs prévisions. Comment s'étonner, dans ces conditions, du silence qui entoure l'anarchisme espagnol dans la presse française ? La conspiration du silence n'est pas un phénomène nouveau. L'anarchisme espagnol est depuis fort longtemps ignoré par ceux-là même qui s'évertuent à gonfler l'importance de certaines tendances de l'opposition espagnole (1).

L'anarchisme organisé représente aujourd'hui, en Espagne, une réalité qui commence sérieusement à préoccuper ceux qui l'avaient relégué un peu trop tôt au rang de curiosité de musée. La presse espagnole semble, depuis peu, s'en rendre compte. Toujours aussi discrète, la presse française préfère s'étonner sur les prouesses des franquistes « réformistes » ou se scandaliser sur la violence « aveugle » des trouble-fêtes de l'ETA. Il a fallu attendre le 6-3-76 pour lire, sous la plume de Niedergang, dans *Le Monde*, ces commentaires : « A Madrid, la grève de la construction a été déclenchée par des groupes indépendants de tendance anarchiste... La C.N.T., la vieille centrale anarchiste toute-puissante au début de la guerre civile et que l'on croyait morte, surgit des catacombes. A Barcelone, elle vient de tenir un congrès avec quatre cents participants. » Ces quelques phrases sont significatives. Elles équivalent à authentifier la présence libertaire en Espagne... Ce que Niedergang ne dit pas, c'est que cette présence est le résultat de plusieurs années de militantisme et d'activités multiples dans la plus rigoureuse clandestinité. Ceux qui ont suivi de près les débats qui ont agité les groupes libertaires espagnols durant ces dernières années ne s'étonneront pas de l'orientation anarcho-syndicaliste qui caractérise aujourd'hui la majorité de ces groupes. Le mouvement libertaire espagnol reste encore en grande partie ouvrier, même si les étudiants et intellectuels y ont joué un rôle important (2). Pour comprendre ce que représente aujourd'hui l'anarchisme espagnol, il faut inévitablement se reporter au passé immédiat, qui remonte aux années 1967-1968.

1967-1970 : premiers symptômes d'existence et contours d'un mouvement

Il est particulièrement difficile de dater avec précision le renouveau libertaire en Espagne. Mieux vaut parler de symptômes ou de premiers balbutiements. Dès 1966, mais surtout en 1967 et 1968, de nombreux groupes, se référant implicitement ou explicitement à l'anarchisme, développent une pratique anti-autoritaire. Le plus connu de ces groupes reste celui des « Acratas » de l'Université de Madrid. Théoriquement assez pro-

(1) Il est conseillé de lire, à ce propos, l'excellent article de Andres Dosi publié dans le n° 6 d'**Interrogations** sous le titre : « Le Monde : de Cunhal en Carrillo » (en espagnol), pag. 119 à 123. Cette étude a été reproduite dans le numéro correspondant à avril 1976 de **Frente libertario.**

(2) Voir le rapport sur l'anarchisme espagnol publié dans **Société et contre-société** (C.I.R.A., Genève 1974, Librairie Adversaire). Ce rapport a été également publié en espagnol dans **El movimiento libertario español : pasado, presente y futuro** (Paris, Cuadernos de Ruedo Iberico, septembre 1974).

ches du situationnisme, les « Acratas » survivent en lieu clos puisque leur terrain privilégié est l'Université. Revendiquant par dessus tout leur autonomie, ils pratiquent la prise de parole sauvage et diffusent des « anti-tracts » particulièrement virulents. L'imagination de nouvelles formes de contestation radicale et de subversion culturelle se heurte à un double pouvoir, représenté à la fois par l'Institution universitaire et ses flics, mais aussi par les structures étudiantes « responsables », dominées par les marxistes-léninistes. Le dogmatisme lénino-stalinien pratiqué par les multiples chapelles sectaires et concurrentielles cherchant chacune d'elles à devenir hégémonique explique en partie le « réflexe anti-autoritaire » des « Acratas ». Bien qu'ultra-minoritaires, ces groupes autonomes, sans formulation théorique cohérente et sans lien les uns avec les autres, bouleversent la monotonie universitaire en y introduisant une joyeuse radicalité révolutionnaire. Lorsque les répercussions de mai 68 se font sentir à Madrid, les « Acratas », appelés également « Independientes », connaissent un développement spectaculaire. Le reflux des luttes et la normalisation imposée conjointement par l'Institution et la gauche raisonnable mettront, en partie du moins, un terme à la « folie » irrévérencieuse des anti-autoritaires. Une fois opérée la reprise en main, les « Acratas » se réfugient lentement mais sûrement dans l'élaboration théorique ou la recherche des paradis artificiels. Théorisant le marginalisme comme choix existentiel et rupture avec l'ennui universitaire, ils sombrent dans l'oubli, même si les groupes anti-autoritaires qui se développeront par la suite dans l'Université se référeront fréquemment à leurs « ancêtres » et adopteront bien souvent leurs formes d'action. Phénomène certes passager, le « pronunciamiento » étudiant anti-autoritaire marque une étape importante dans la formation d'une prise de conscience libertaire qui ne tardera pas à atteindre d'autres couches sociales.

Parallèlement à l'apparition de groupes anti-autoritaires au sein de l'Université, on assiste à l'éclosion d'une tendance libertaire à l'intérieur du mouvement ouvrier, y compris dans les C.O. (Commissions ouvrières). Nombreux sont en effet les jeunes militants ouvriers, ayant souvent fait leurs premières armes dans des organisations chrétiennes (HOAC, JOC) ou dans les C.O., qui redécouvrent, à travers leurs luttes quotidiennes, la pratique libertaire, axée sur le refus du leaderisme et de la hiérarchie. Présents dans des commissions d'usine ou de quartier, ces militants se déclarent à la fois anti-capitalistes et anti-bureaucratiques et revendiquent l'autonomie ouvrière. En mars 1969, des travailleurs anti-autoritaires lancent à Barcelone la revue *Que hacer* (Que faire ?), prise en main par la suite par les léninistes. Ils tentent également de constituer à l'intérieur des C.O., dominées par le P.C.E., un pôle anti-autoritaire sous le nom de « Plataformas ». Ce projet intéressant échoue également à cause des magouilles politiciennes. C'est alors que se constituent les G.O.A. (Groupes ouvriers autonomes). Regroupement ouvrier anti-autoritaire, les G.O.A. n'ont pas de filiation idéologique précise. Refusant tout a-priori théorique, ils se sont souvent vus qualifiés d'anarcho-syndicalistes, du fait de leur pratique. Les rapports de collaboration que les G.O.A. maintiennent avec les groupes plus spécifiquement anarchistes font qu'on les considère en quelque sorte comme la branche ouvrière de l'anarchisme catalan. Cette assimilation entre les G.O.A. et l'anarcho-syndicalisme est tout à fait gratuite. Les G.O.A. regroupent à la fois des libertaires et des marxistes anti-autoritaires. Pour ces derniers, l'application du terme anarcho-syndicaliste est ressenti comme une insulte. Les G.O.A. ne se sépareront, par ailleurs, jamais de cette ambiguïté de départ. Elle sera même une des principales causes de leur éclatement. L'apport des G.O.A. au développement d'une conscience de classe anti-capitaliste et anti-autoritaire est très loin, cependant, d'être négligeable. Après leur disparition, certains de leurs militants deviendront les animateurs du courant anarcho-syndicaliste catalan.

Au moment où les G.O.A. avancent l'idée d'autonomie ouvrière et renouent avec la tradition libertaire du mouvement ouvrier catalan, d'autres groupes font leur apparition en Catalogne et dans d'autres régions d'Espagne. Contrairement aux G.O.A., ces groupes se situent très clairement par rapport à l'anarchisme et revendiquent l'appellation. Tout en défendant l'idée d'autonomie, ces groupes anarchistes spécifiques, formés à la fois d'ouvriers et d'étudiants, se trouvent confrontés au difficile problème du manque de coordination et de carence de structures. La clandestinité impose ses règles et celles-ci, c'est le moins qu'on puisse dire, ne favorise pas la confrontation des critères en matière d'organisation. Question-clé, le problème de l'organisation et des structures est celui qui suscite le plus de discussions au sein des groupes anarchistes. Les principaux, les plus influents, se trouvent en Catalogne (Barcelone surtout), à Valence, à Madrid et

à Saragosse. Des publications, à parution très irrégulière, fleurissent un peu partout : *Tribuna libertaria*, du groupe « Negro y rojo » de Barcelone, *Tierra libre* du groupe « Bandera negra » de Valence, *Accion directa* du groupe du même nom de Saragosse, et bien d'autres. Les groupes se forment et se défont, naissent et disparaissent de mort naturelle ou sous les coups de la répression. La cohabitation d'étudiants et d'ouvriers au sein des mêmes groupes ne va pas sans poser de problèmes. Activisme et travail de masse, spontanéisme et organisation ne s'accordent pas toujours. Certains groupes anarchistes autonomes s'affirment négativement par le rejet de tout projet organisationnel ; d'autres se proposent de relancer une organisation spécifique du type de la F.A.I. ; d'autres encore se sentent plus proches de l'anarcho-syndicalisme de la C.N.T. et parlent de reconstruire l'organisation de classe avant l'organisation spécifique. Dès lors, malgré les normes rigides de la clandestinité, s'instaure un débat entre les différentes tendances. Apre à certains moments, confus souvent, il contribuera néanmoins à clarifier la situation. Nous y reviendrons par la suite.

Exil : crise, luttes internes et nouveau départ

Au moment où l'on assiste à l'Intérieur aux signes avant-coureurs d'un renouveau du Mouvement libertaire, les organisations classiques du M.L.E. « historique » (C.N.T.-F.A.I. en exil) sombrent corps et âme dans un état de dégénérescence profonde. L'espace imparti pour cette étude ne permet évidemment pas d'analyser dans le détail les causes de cette dégénérescence. L'exil y est pour quelque chose. Coupées de la réalité des luttes, les organisations classiques deviennent des corps inertes où les militants se transforment en simples cotisants. Frictions internes et luttes de tendance s'y succèdent jusqu'à devenir la raison d'être de l'Organisation. En exil, la C.N.T. et la F.A.I. ne sont plus qu'une triste caricature de ce qu'elles furent dans un passé de plus en plus lointain. Les bureaucrates inamovibles du M.L.E. s'autoproclament dépositaires d'une « anarchie » inaliénable et veillent sur le Temple. Ces anarchistes de droit divin, gardiens de l'orthodoxie, partent en guerre, pour un oui ou pour un non, contre ceux qui font figure, à leurs yeux, de « déviationnistes ». Un premier conflit oppose la bureaucratie dirigeante au secteur jeune (la F.I.J.L. : *Fédération ibérique des jeunesses libertaires*), appuyé par bon nombre de militants plus anciens. Tous ceux qui critiquent les méthodes « staliniennes » employées par la bureaucratie ou remettent en question l'immobilisme de l'appareil sont irrémédiablement et indistinctement considérés « hérétiques » et condamnés comme tels. De la façon la plus autoritaire qui soit, la bureaucratie expulse à tour de bras les « trouble-fêtes » et va même jusqu'à mettre à l'index des fédérations locales entières... Réagissant contre cet état de fait, de nombreux militants entrent en lutte ouverte contre la bureaucratie. C'est dans ce mouvement de réaction anti-bureaucratique qu'il faut replacer la naissance, en juillet 1970, de *Frente libertario*. Dès le départ, F.L. veut sortir des sentiers battus et s'intéresse plus à la renaissance libertaire en Espagne qu'à la routine paralysante du mouvement classique. Dans l'éditorial de son numéro de présentation, on pouvait lire :

« Le journal veut être un soutien pour les camarades de l'Intérieur. Ce sont eux — et non nous — qui doivent trouver la forme adéquate d'organisation : en syndicats, groupes autonomes ou comme bon leur semble... » (3).

Rompant avec le dirigisme pratiqué par les instances bureaucratiques de la C.N.T. « officielle », F.L. ne se présente pas comme une autre organisation, mais comme un groupe porte-parole d'un large courant d'opposition au dogmatisme et au conformisme dominants. A la lecture des premiers numéros de F.L., les principaux centres d'intérêt du groupe éditeur sont les suivants : s'opposer à ceux qui consciemment ou inconsciemment (bureaucratie-majorité silencieuse) maintiennent le M.L.E. dans la situation où il se trouve et diriger tous ses efforts vers l'Intérieur en maintenant ou développant les contacts avec les groupes libertaires ou anti-autoritaires sans prétendre leur imposer telle ou telle ligne.

Dans une première étape, F.L. maintient effectivement des contacts avec tous les groupes de l'Intérieur (G.O.A., groupes spé-

---

(3) Dans ce numéro 0, le groupe F.L. explique les raisons qui motivent la sortie du journal. Sa diffusion a été réservée aux militants.

cifiques, étudiants libertaires, anarcho-syndicalistes, etc.). En juillet 1971, cependant, c'est-à-dire tout juste un an après sa naissance, apparaît pour la première fois dans F.L. l'idée de *reconstruction de la C.N.T.*, qui par la suite fera son chemin. Dans un éditorial, correspondant au n° 11 (juillet 1971) et intitulé : « Espérance », on lisait : « Sans ignorer les pièges et les difficultés qui menacent, l'important, en vérité, est de contribuer efficacement à la *reconstruction de la C.N.T.* et au développement de la propagande libertaire dans toute la péninsule. »

Par la suite, cette idée reviendra très souvent dans les pages de F.L. avant d'être popularisée par certains groupes de l'Intérieur. Tout en se sentant plus en accord avec la tendance anarcho-syndicaliste, F.L. a cependant le mérite d'essayer de ne pas se couper des autres groupes autonomes d'une part et d'autre part de ne pas sombrer dans la démagogie triomphaliste en faisant croire à l'existence d'un mouvement cohérent et solidement implanté. A travers F.L., tant les groupes anarchistes spécifiques que les G.O.A. ou les étudiants anti-autoritaires ont la possibilité de se faire connaître et de s'exprimer. Dans le débat qui opposent en Espagne les partisans d'une fédération de groupes autonomes spécifiques, les anarcho-syndicalistes, les conseillistes et leur projet d'organisation anti-autoritaire de « type nouveau » et tous les groupuscules sans idées très claires mais fondamentalement anti-organisationnels, F.L. a des options. Elles sont de plus en plus anarcho-syndicalistes...

1971-1973 : délimitation des camps et naissance d'un projet organisationnel

Politiquement, l'année 1971 va permettre aux groupes libertaires, toutes tendances mêlées, de développer une grande activité militante contre la participation aux élections syndicales et contre le tourisme. De nouveaux groupes sont en gestation, d'autres entrent en crise. Les G.O.A. se multiplient jusqu'à constituer un mouvement important qui ne cessera de progresser jusqu'en 1973, date de son éclatement en de multiples tendances.

Chez la majorité des groupes libertaires, on remarque la volonté de sortir du « marasme groupusculaire » dans lequel ils survivent. Plusieurs projets organisationnels s'affrontent, mais un certain nombre de groupes refusent de prendre position et rejettent ce qui de près ou de loin impliquerait la constitution d'une organisation. Ce réflexe anti-organisationnel, facteur d'atomisation, s'explique par plusieurs raisons. La nouvelle génération de militants libertaires est en grande partie constituée de jeunes qui proviennent, pour beaucoup d'entre eux du moins, du P.C. ou des groupuscules marxistes-léninistes (trotskysme, maoïsme). Extrêmement sensibilisés au problème de la bureaucratie, ils réagissent contre leur « vécu militant » en se méfiant de tout projet organisationnel. Cette réaction, saine en soi, est cependant extrêmement négative. La démarche simpliste consistant à assimiler organisation et bureaucratie fait sombrer de nombreux groupes dans la marginalisation. Spontanéistes par excellence, ces groupes-familles se transforment en de petites sociétés locales vivant en autarcie.

A l'opposé de cette tendance, certains groupes prétendent constituer (ou reconstituer) une organisation spécifique pure et dure, faisant irrésistiblement penser à la F.A.I. « historique ». Pour ce faire, une réunion de groupes anarchistes autonomes catalans a lieu en novembre 1972. Formulant le projet de reconstituer la F.A.I., les groupes présents à cette réunion (assez peu, il est vrai) définissent les grandes lignes sur lesquelles l'Organisation doit s'appuyer. Conscients du marasme dans lequel se trouve le Mouvement, des groupes exagèrent l'importance des structures et finissent par considérer l'Organisation comme une fin et non comme un moyen. Par réaction contre le vide organisationnel, ils tombent dans l'excès contraire. Cette tentative « faïste » n'aura pas de suite.

Il est toujours difficile de se faire une idée claire de ce que représente, dans la clandestinité, telle tendance par rapport à telle autre. La capacité militante ne peut être évaluée que par à-peu-près. Au niveau de la stricte implantation, les groupes anarcho-syndicalistes progressent plus rapidement que d'autres. Leur dynamique, leur volonté de coller de près à la réalité des luttes ouvrières et leur hostilité vis-à-vis de l'intellectualisme sont leurs principales caractéristiques. Les militants anarcho-syndicalistes, jeunes pour la plupart, proviennent d'horizons très divers. Certains sont passés par les groupes anti-autoritaires et les ont quit-

tés pour ne pas sombrer dans l'activisme ou la déprime, d'autres ont milité dans les G.O.A. ou y militent encore en participant localement aux C.O., d'autres encore, issus d'organisations ouvrières chrétiennes, du P.C. ou de l'extrême-gauche, se sont radicalisés au contact de la réalité sociale. On retrouve chez beaucoup de ces jeunes militants anarcho-syndicalistes une espèce de fascination pour la C.N.T. d'antan, présente encore aujourd'hui dans la mémoire collective du prolétariat. Très critiques vis-à-vis des erreurs « historiques » de la C.N.T., mais également à l'égard de la bureaucratie de l'exil, ces militants ouvriers, à travers leur pratique, renouent avec l'essence de l'anarcho-syndicalisme espagnol (4). Les anarcho-syndicalistes d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, ne forment pas un tout homogène. On y trouve des « radicaux », des « possibilistes », des anarchistes soucieux d'être présents dans la lutte ouvrière, des syndicalistes libertaires. Il s'agit, en fait, des tendances qui eurent toujours (avant, du moins, que la bureaucratie n'y mette fin !) droit de cité au sein de la C.N.T. Implantés surtout en Catalogne, les anarcho-syndicalistes collaborent avec les autres groupes ou tendances libertaires, mais se montrent de plus en plus critiques tant envers les « anti-organisationnels » (anti-syndicalistes de surcroît) que des spécifiques « super-organisationnels ».

En avril 1973, une assemblée de groupes anarcho-syndicalistes a lieu en Catalogne. Non représentative de l'ensemble des groupes, cette assemblée réunit cependant de nombreux groupes catalans et des militants ou groupes de Saragosse, Madrid et Cadix. Pour la première fois, les groupes de l'Intérieur définissent une stratégie anarcho-syndicaliste et avancent l'idée de la reconstruction de la C.N.T. A long terme, ces groupes ont la perspective de convoquer un Congrès national de reconstruction de la C.N.T. Dans l'immédiat, la tâche prioritaire consiste à établir des contacts avec tous les groupes acceptant cette perspective. Dans ce but, une Commission nationale et des Commissions régionales chargées de coordonner les différents noyaux anarcho-syndicalistes sont mises sur pied. Pour faciliter le débat entre les différentes tendances libertaires, les groupes réunis décident de publier un bulletin de discussion interne (*Opcion*). Au niveau de la propagande, on annonce la sortie d'un bulletin d'information (*C.N.T. Informa*) et d'une revue théorique (*Accion anarcosindicalista*).

Evénement important, cette assemblée de groupes anarcho-syndicalistes marque le point de départ d'un processus de regroupement. Pour avoir su présenter un projet organisationnel cohérent, les groupes anarcho-syndicalistes bénéficieront rapidement de l'appui militant d'une série de groupes qui, peu à peu, se rapprocheront de leurs thèses. A partir de cette assemblée, tous les groupes libertaires se définiront en fonction de la tendance anarcho-syndicaliste. Pour ou contre, personne ne reste indifférent. *Frente libertario* se fait l'écho de cette assemblée et appuie ouvertement les décisions prises (5). La C.N.T. « officielle » fait silence et pour cause... Les autonomes anti-syndicalistes critiquent ceux qui « adoptent des formes d'organisation du passé » et continuent à théoriser la spontanéité des masses. Dès maintenant, il faut noter, cependant, que beaucoup de groupes autonomes abandonneront par la suite ces positions et évolueront vers l'anarcho-syndicalisme. Clarificatrice, cette assemblée a le mérite de délimiter les camps. Elle ne met pas un point final à la confusion régnante, mais contribue à freiner la lente désagrégation d'un mouvement tiraillé entre le culte de la spontanéité et le besoin d'efficacité. Bien des raisons freineront le processus de formation de l'organisation anarcho-syndicaliste. Parmi celles-ci, il faut faire une part spéciale à l'activisme de certains groupes (MIL, GAC, entre autres) et à son corollaire, la répression policière.

1974 : activisme, répression, atomisation

Deux faits marquants caractérisent l'activité du mouvement pendant les derniers mois de 1973. On assiste, d'une part, à un développement réel de la tendance anarcho-syndicaliste (contacts, coordination, édition de plusieurs numéros de *C.N.T. Informa* et *Opcion*, présence militante dans les luttes, etc.). Parallèlement à ce développement, on

(4) Il faut souligner le rôle important qu'a joué le livre de Juan Gomez-Casas : **Historia del anarcosindicalismo español**, dans cette prise de conscience libertaire et anarcho-syndicaliste.

(5) Dans le numéro de F.L., correspondant à octobre 1973, une très grande importance est concédée à ce projet de reconstruction de la C.N.T.

signale en Catalogne les faits d'arme de groupes activistes anti-autoritaires... A l'actif de ces groupes, plusieurs hold-ups, des « expropriations » ou « socialisations » diverses. Revendiquées soit par le M.I.L. (Mouvement ibérique de libération), soit par les G.A.C. (Groupes autonomes de combat) (6), ces actions provoquent en septembre 1973 l'arrestation de plusieurs militants, parmi lesquels se trouve Salvador Puig-Antich.

Quels rapports peuvent-ils exister entre ces groupes armés et les groupes libertaires catalans ? Avant septembre 73, personne, à quelque exception près, ne connaît l'existence de ces groupes. A partir des éléments d'information diffusés postérieurement par le M.I.L., nous savons aujourd'hui que ces groupes étaient composés de militants anarchistes et communistes-conseillistes. Par leurs fréquentes références à l'ultra-gauche, ils sont, d'un strict point de vue théorique, plus proches de certaines tendances des G.O.A. que des groupes autonomes anarchistes ou des anarcho-syndicalistes. Présentant l'« agitatión armée » comme une « exigence tactique » du mouvement ouvrier, le M.I.L. ne prétend pas incarner le bras armé de la révolution. Sa stratégie violente est entendu comme une étape vers l'objectif final : l'auto-organisation de la classe vers la grève insurrectionnelle et expropriatrice.

Lorsque se produisent les premières arrestations, le M.I.L. n'existe plus. Auto-dissout en août 73, ses militants décident de s'investir dans le travail théorique et l'impression de textes dans le cadre des *Editions Mai 37*. Les G.A.C., eux, continuent... A l'annonce des premières arrestations, accompagnées d'une intense campagne de presse anti-anarchiste, les groupes libertaires catalans mettent un frein à leurs activités. Conscients qu'à travers le M.I.L., l'appareil policier cherche à détruire le Mouvement libertaire dans son entier, les groupes, toutes tendances mêlées (7), s'organisent pour l'auto-défense et pour sauver Puig-Antich de la peine de mort. La coordination des libertaires va pourtant s'avérer particulièrement difficile. Les premiers heurts se produisent à propos de l'appréciation à porter sur la tactique d'« agitation armée ». Les deux principales thèses en présence sur l'organisation de la solidarité vis-à-vis des camarades emprisonnés sont parfaitement antagoniques. Alors que les G.A.C. et d'autres secteurs considèrent qu'il ne peut y avoir de défense que politique, axée sur la revendication de l'activisme révolutionnaire, la plupart des groupes anarcho-syndicalistes et certains libertaires s'opposent à toute justification politique systématique du M.I.L. Tant bien que mal, un accord entre les groupes permet la constitution d'un « Comité de soutien aux emprisonnés du M.I.L. », chargé de coordonner la défense.

A l'annonce de la condamnation de Puig-Antich dans les premiers jours de janvier 74, le « Comité de soutien » intensifie sa campagne. Jusqu'en mars, toute la capacité militante des groupes libertaires va être investie dans cette campagne. Pendant ce temps-là, tout ne va pas pour le mieux au sein du « Comité de soutien ». Les divergences d'appréciation sur le militantisme, sur l'ex-M.I.L., sur l'activisme provoquent des conflits entre les différents groupes et tendances représentés au sein du Comité. Le 2 mars, Salvador Puig-Antich est assassiné. Tiraillés entre la tristesse et la colère, de nombreux groupes libertaires réagissent violemment à la nouvelle de l'exécution. Cer-

---

(6) Les G.A.C. s'appelaient également « Groupes armés de combat ». A propos de la date de naissance exacte de ces groupes armés, il y a plusieurs versions ou hypothèses. Certains affirment que les G.A.C. existaient depuis le procès de Burgos de 1970. Plusieurs actions de dénonciation de la mascarade de procès intenté par les autorités franquistes contre les résistants basques avaient alors eu lieu à Toulouse (attaque du Consulat et des locaux d'Iberia) et seraient l'œuvre des G.A.C. De la même facon, le M.I.L. se serait constitué au début de 1971. Signant leurs premières actions « Grupo 1000 », ce n'est que par la suite que ses membres se donneront le sigle M.I.L. qui signifiera tantôt « Mouvement insurrectionnel libertaire », tantôt « Mouvement ibérique libertaire », tantôt « Mouvement insurrectionnel de libération ». Il semble cependant que la véritable signification du sigle M.I.L. ait effectivement été « Mouvement ibérique de libération ». En décembre 1972 (déjà en septembre de la même année), puis en mars 1973, la police avait signalé l'existence de « groupes armés de tendance communiste » agissant en Catalogne. A cette époque, le M.I.L. n'était cependant connu que de ses membres et de la police. Pour avoir une idée plus ou moins précise des G.A.C. et du M.I.L., il convient de lire la brochure des « Editions Mai 37 » : **Sur l'activité des « gangsters » de Barcelone** ainsi que celle publiée par le « Comité Vérité pour les révolutionnaires espagnols » sous le titre : **Gangsters ou révolutionnaires ?**

(7) Il faut pourtant signaler que lors de l'annonce des arrestations, quelques groupes de Barcelone avaient cru bon de faire un communiqué en signalant que les camarades arrêtés n'avaient rien à voir avec le Mouvement libertaire et en les assimilant à des provocateurs. Ce communiqué a été publié dans les journaux de la C.N.T. « officielle » : **Espoir** et **Combat syndicaliste**... Il a fallu que Puig-Antich soit assassiné pour que ces mêmes journaux le présentent comme un martyr anarchiste.

tains parlent de reprendre l'offensive en réactualisant « l'agitation armée » alors que d'autres considèrent qu'il est nécessaire de mettre un point final aux pratiques « suicidaires ». La coordination mise sur pied pour défendre les militants du M.I.L. ne tarde pas à éclater. Les relations entre les différents groupes libertaires deviennent particulièrement tendues en Catalogne. Dans d'autres régions, par contre, les répercussions consécutives à cette affaire n'ont pas les mêmes effets désastreux qu'en Catalogne. A Madrid, par exemple, le processus d'organisation des groupes anarcho-syndicalistes s'accélère. Alors qu'à Barcelone, la campagne de solidarité avec les emprisonnés du M.I.L. a mis en valeur les incompatibilités, à Madrid elle a permis à divers groupes qui jusqu'alors n'avaient pas de contacts entre eux de se connaître. A Valence, la situation s'apparente à celle de Madrid. Il est vrai que tant à Madrid qu'à Valence, l'activisme anarchiste reste un problème théorique. A Barcelone, par contre, il constitue un élément non négligeable de la réalité libertaire.

L'éclatement du « Comité de soutien » ne résout pas tous les problèmes. Il atténue, cependant, les divergences et les conflits. Chaque tendance se consacre à ses activités. Une des conséquences directes de l'assassinat de Puig-Antich se vérifie dans la recrudescence de groupes prônant la lutte armée. Le sentiment d'impuissance devant la barbarie, le désespoir et la monstruosité de la répression provoquent chez certains groupes ou individus une espèce de fascination de la violence, individuelle ou collective. Cette inclinaison irraisonné et sentimentale vers la lutte armée justicière aura même tendance à atteindre des proportions inquiétantes.

L'enlèvement, en mai 1974 à Paris, du directeur de la banque de Bilbao par le G.A.R.I. (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) précipite les choses. La solidarité policière ne tarde pas, en effet, à se manifester. Plusieurs militants anarcho-syndicalistes de Barcelone sont immédiatement inquiétés. La police franquiste entreprend, avec l'aide de la presse servile, la liquidation du Mouvement en Catalogne. En juin de cette année, quatre militants anarcho-syndicalistes (Luis Edo, David Urbano, Luis Burro et Juan Ferran) sont arrêtés. Après avoir tenté de les accuser de complicité dans l'affaire de Paris, ils sont condamnés à des peines de plusieurs années de prison. Par la suite, la police annonce, à grand renfort de communiqués et de photos dans la presse, le démantèlement d'une « dangereuse organisation anarchiste intitulée O.L.L.A. (Organisation de lutte armée) » et l'arrestation de ses principaux « dirigeants ». Cette pure invention policière sert de prétexte pour assimiler un peu plus les libertaires à de « dangereux terroristes » et inculper des militants. La vague répressive est particulièrement intense et prolongée. Tout groupe libertaire est menacé.

Au terme des six premiers mois de l'année 1974, la situation du Mouvement en Catalogne n'est pas reluisante. Des militants sont emprisonnés, des groupes désarticulés, d'autres se sont dissouts pour échapper à la répression et les conflits internes atteignent des proportions alarmantes. Le seul élément positif, en cette période, se trouve dans la participation active de militants anarcho-syndicalistes dans la grève du Bas-Llobregat en juin. Se regroupant, les anarcho-syndicalistes prennent de plus en plus leurs distances vis-à-vis de l'activisme et de la violence minoritaire. Après avoir été le centre le plus actif du renouveau libertaire, Barcelone aura beaucoup de difficultés à retrouver son souffle. Madrid et Valence deviennent par contre le point de mire de la tendance anarcho-syndicaliste. La situation est particulièrement intéressante à Madrid où plusieurs groupes entament un processus de fusion (*Solidaridad, Ateneo, Salud compañero*, entre autres). Cette tendance à l'unification se confirmera par la suite. A Valence, le processus organisationnel, moins en avance qu'à Madrid, est également en bonne route. Dans d'autres régions, l'idée de reconstruction de la C.N.T. se popularise et les groupes anarcho-syndicalistes resserrent leurs liens.

Analyse partielle de certains aspects de l'activisme

L'année 1974 a été marquée, comme nous venons de le voir, par le développement de tendances activistes en Catalogne. L'espace manque pour tenter une analyse de ce phénomène. Une réflexion, cependant, s'impose : l'activisme a freiné considérablement le processus de développement du Mouvement. Les divergences qui se sont produites au sein du « Comité de soutien » de Barcelone prouvent bien que le débat a sa raison

d'être. C'est en ce sens qu'il est intéressant de citer quelques passages d'un texte élaboré par le groupe *Frente libertario* sur cette question (8).

« ... Nous avons longtemps insisté sur le danger que représentait la ligne « terroriste ». Nous disons « ligne » par référence à l'insistance avec laquelle ses partisans transforment toute lutte révolutionnaire en fétichisme de la mitraillette. Pour un Mouvement comme le nôtre qui, peu à peu, commençait à sortir du néant, les conséquences de cette « ligne » sont désastreuses. Alors que l'on pouvait penser que les erreurs d'un passé relativement proche étaient révolues, nous nous rendons cruellement compte qu'il n'en est rien... Le moment est arrivé de prendre position sur cette question et de faire un effort collectif d'analyse pour répondre à deux questions : qui sommes-nous ? que voulons-nous ? Loin de nous tout dogmatisme, il s'agit au contraire de savoir ce qui nous porte préjudice et ce qui nous favorise. Laissons de côté le danger que suppose la ligne défendue par le M.I.L. ou les G.A.R.I. comme « militarisation » des esprits pour faire la critique du « dogmatisme de la violence » et de l'incohérence qui lui sert de justification. Où se trouve la cohérence dans un groupe qui, tout en se référant à l'anarchie et aux « conseils ouvriers », se déclare opposé à toute idéologie ? Où est la cohérence lorsque ce même groupe déclare (*Conspiration internationale anarchiste*, n° 1, pag. 18) : « ... une organisation d'avant-garde ne peut réellement être efficace et positive qu'en abandonnant toute prétention substituiste... » et ajoute un peu plus loin : « les groupes d'avant-garde, par leur pratique, doivent avoir des objectifs plus radicaux que ceux que présente, par lui-même, un large mouvement de masse... » ? Il serait facile de multiplier les exemples... »

Le ton particulièrement polémique de ce texte trouve sa justification dans la situation qui le motive. La lutte armée, l'activisme révolutionnaire et la violence minoritaire peuvent très facilement s'expliquer par l'existence même du fascisme. Ce fut longtemps le cas en Espagne. Le problème, cependant, est ici tactique. En donnant la priorité à ce type de lutte, doit-on compromettre tout le reste ? N'est-il pas suicidaire de se lancer dans « l'agitation armée » sans compter sur aucun appui de masse ? Quel intérêt politique a ce type de lutte ? Quel impact révolutionnaire provoque-t-il ? Autant de questions qui le plus souvent s'esquivent ou restent sans réponse...

1975 : priorité à la reconstruction de la C.N.T.

A la démoralisation qui, à la fin de 1974, s'était emparée de la plupart des groupes libertaires succède, dès les premiers mois de 1975, un certain enthousiasme. Le Mouvement semble reprendre vigueur, non seulement en Catalogne mais également en Aragon, dans les Asturies, dans le Centre (Madrid) et le Levant (Valence). De nouveaux groupes surgissent un peu partout.

En Catalogne, après une tentative avortée de coordination de l'ensemble des groupes libertaires, le Mouvement apparaît morcelé en plusieurs tendances. Parmi celles-ci, il faut relever les suivantes :

- une tendance « spécifique » composée de groupes anarchistes implantés presque essentiellement dans le secteur universitaire ;
- une tendance anarcho-syndicaliste présente dans plusieurs usines et développant une pratique de lutte de « barrios » (quartiers) ;
- une tendance assez proche des anciens G.O.A. indiscutablement libertaire, en contact avec les groupes anarcho-syndicalistes mais hésitant encore à se fusionner avec eux ;
- un courant diffus anti-autoritaire », vaguement marxiste-libertaire, adoptant les thèses de « l'autonomie ouvrière ». Extrêmement sectaire, ce courant, plus « ultra-gauche » que libertaire, se montre particulièrement réticent à toute tentative de coordination avec les autres groupes libertaires, surtout les anarcho-syndicalistes.

Il est intéressant de signaler également l'apparition de groupes dans les villes de la province et la consolidation de ceux qui existaient déjà (Mataro, Badalona, San-

(8) Partie de ce texte, réservé dans un premier temps à la diffusion interne, a été publiée dans le bulletin de discussion [illegible]cion, accompagné d'autres textes traitant du même problème.

Adrian, Santa-Coloma, Hospitalet, Gava). Dès lors, deux « coordinadoras » fonctionnent, l'une englobant le « secteur nord » de la périphérie de Barcelone (Badalona, Mataro, Granollers, etc.) et regroupant presque essentiellement des groupes ouvriers, l'autre le « secteur sud » (Bas-Llobregat, Hospitalet, Viladecans, Gava, etc.). A Barcelone même, le travail militant dans les quartiers populaires donne des résultats inespérés. Des groupes actifs se développent dans les quartiers périphériques de San-Andres, Guineueta, Horta, Verdun et La Verneda.

Parallèlement à cette activité, les groupes d'entreprise ou de secteurs de production connaissent également un développement spectaculaire. Dans le secteur du bâtiment, les anarcho-syndicalistes jouent un rôle extrêmement important dans la radicalisation et la popularisation des luttes (9) ; à la S.E.A.T., fief du P.C.E. et des C.O., ils s'organisent et constituent un élément moteur dans le déclanchement des luttes (10) ; dans le secteur de la banque, le groupe syndicaliste libertaire « Solidaridad » et d'autres groupes anarcho-syndicalistes s'implantent jusqu'à devenir quasiment majoritaires... Tout semble donc indiquer que les graves retombées de l'activisme, qui avait en grande partie paralysé le Mouvement en Catalogne, n'aient pas eu d'autres conséquences grâce au redressement tactique opéré par de nombreux groupes libertaires.

La région de Valence (Pays valencien ou Levant) s'était caractérisée, au cours des années précédentes, par le développement de groupes libertaires informels. Elle semblait cependant avoir pris un certain retard dans le processus organisationnel, par rapport à Barcelone ou à Madrid. Redressant la barre, les groupes de la région brûlent, en 1975, les étapes puisque les noyaux anarcho-syndicalistes récemment constitués se regroupent sous le sigle de C.N.T. du Pays valencien. A Valence, mais également à Alicante, Alcoy, Castellon, Villena, Elda, Lucena, Cheste, Orihuela et même Cartagena et Murcia, les groupes anarcho-syndicalistes forment des fédérations locales de la C.N.T. et reconstituent les structures syndicales. Le groupe d'Alicante sort un journal intitulé *Amanecer*, celui d'Alcoy participe très activement aux luttes ouvrières locales (11), les enseignants libertaires de Valence publient *Escuela libre* et constituent le syndicat C.N.T. de l'enseignement. Les militants libertaires connaissent une certaine implantation dans plusieurs secteurs de production, parmi lesquels il faut citer la métallurgie... Malgré tout, les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. reconstruite doivent faire face à certains problèmes, d'ordre interne pourrait-on dire. A Valence, comme à Barcelone, il demeure un courant anti-autoritaire composé de groupes autonomes en désaccord total avec la stratégie de reconstruction de la C.N.T. Parmi ceux-ci, il faut signaler l'existence d'un groupe confusément conseilliste éditant la revue intitulée *Autonomia proletaria*. Ces groupes, extrêmement minoritaires, refusent tout contact avec les militants anarcho-syndicalistes. De la même façon, le groupe « Solidaridad » de Valence, tout en se définissant syndicaliste libertaire, reste en marge du processus de reconstruction de la C.N.T. L'attitude de « Solidaridad » s'explique assez mal étant donné que tant à Barcelone qu'à Madrid les militants initialement membres de « Solidaridad » (et appartenant par conséquent à la même tendance que le groupe de Valence) participent à part entière à la reconstruction de la C.N.T. Le groupe de Valence est par ailleurs assez actif sur certains lieux de production... Malgré ces divergences, les anarcho-syndicalistes s'appliquent à se donner les structures qu'ils désirent. *Amanecer* devient bientôt l'organe d'expression régional de la C.N.T. du Pays valencien. Des fédérations locales (Valence, Alicante, Orihuela, Villena, Castellon, etc.) et des syndicats (bâtiment, métallurgie, enseignement, etc.) sont reconstitués et un Comité Régional représentatif est élu. Localement la C.N.T. maintient de bons contacts avec l'U.G.T.

En ce qui concerne la région du Centre (Madrid), les progrès sont encore plus spectaculaires. Moins touchée que d'autres régions par les conflits internes, la région de Madrid, d'un strict point de vue organisationnel, progresse beaucoup plus rapidement que le pays valencien ou même la Catalogne. Comme il a été dit précédemment, un processus de fusion s'était opéré, à la fin de 1974, entre les différents groupes libertaires favorables à la reconstruction de la C.N.T. Poursuivi au cours de l'année 1975,

(9) Ces groupes jouèrent un rôle déterminant dans la grève générale du bâtiment du 17 avril 1975 à Barcelone, organisant les piquets de grève et l'auto-défense ouvrière.

(10) Les anarcho-syndicalistes sont également bien implantés dans la métallurgie, et notamment dans la région du Bas-Llobregat.

(11) Le 15 septembre 1975, sept camarades d'Alcoy furent arrêtés comme « meneurs » de la grève générale qui venait de paralyser la ville.

cet effort d'unification sur un projet politique clair est particulièrement payant. Ce qui n'était qu'un objectif à long terme devient bientôt réalité. L'Organisation se construit quotidiennement. Les noyaux ouvriers se structurent en syndicats et font preuve d'une grande capacité militante... Organisés dans la « Fédération autonome des travailleurs du bâtiment », les libertaires intégrés à ce secteur de production constituent le syndicat du bâtiment de la C.N.T. et remplacent *Libertad*, organe de la « Fédération autonome », par *Construccion*, organe du syndicat du bâtiment de la C.N.T. Le même phénomène se produit dans d'autres secteurs de production parmi lesquels il faut citer le Livre (Artes graficas), la Santé (Sanidad), la Métallurgie (Metal), la Banque (Banca). Privilégiant la reconstruction de la C.N.T., la majorité des militants libertaires se consacrent entièrement à cette tâche. La présence, à Madrid, d'une tendance anti-autoritaire en marge du processus de reconstruction ne pose pas les mêmes problèmes que dans d'autres régions. Les étudiants anti-autoritaires, regroupés autour de la revue *Federacion*, forment un tout très hétérogène où l'on peut trouver à la fois des anarchistes spécifiques, des « néo-anarchistes », des « périsituationnistes », des « anarcho-marcusiens », des conseillistes, des marxistes-libertaires, etc. L'accord entre ces différentes tendances ne peut se faire que sur certaines idées comme la revendication de l'autonomie ou sur l'anti-léninisme. Extrêmement anti-syndicalistes dans un premier temps, les groupes constitués autour de *Federacion* évoluent peu à peu vers des positions beaucoup plus conciliatrices. Chez certains prend même naissance le projet de constitution d'une « Fédération d'étudiants libertaires » qui travaillerait en étroite relation avec la C.N.T. reconstruite, et plus particulièrement avec le syndicat de l'enseignement de la C.N.T. D'autres groupes étudiants s'identifient plus volontiers avec une reconstruction de la F.I.J.L., organisation des jeunesses libertaires. Cette évolution vers des positions « organisationnelles » de groupes qui, au départ, refusaient tout ce qui, de près ou de loin, pouvait s'y apparenter, n'est pas un phénomène local, circonscrit à la région de Madrid. A divers degrés, elle se constate un peu partout et s'amplifiera par la suite.

Pour que ce tableau du Mouvement au cours de l'année 1975 n'ait pas trop de lacunes, il convient de dire que le processus décrit à propos de la Catalogne, du Pays valencien et du Centre se donne également, quoique moins spectaculairement, dans d'autres régions : les Asturies, l'Euzkadi, la Galice, l'Andalousie. En Aragon, la situation est un peu particulière puisque les principaux noyaux ouvriers libertaires sont organisés en C.O.A. (Commission ouvrière autonome). Ces C.O.A. regroupent la gauche des C.O. « officielles ». On y trouve le plus souvent des libertaires et des maoïstes. Les affrontements entre tendances rendent souvent ces structures autonomes inefficaces. Dans cette région, les groupes libertaires ouvriers et étudiants ont également essayé de mettre sur pied un instrument de coordination : le « Mouvement révolutionnaire anarchiste » (M.R.A.). En septembre 1975, le M.R.A., structure fourre-tout, disparaît et de nombreux groupes libertaires se posent sérieusement le problème de la stratégie à suivre. Constatant les progrès de la reconstruction de la C.N.T. dans d'autres régions, les militants anarcho-syndicalistes décident de se regrouper par branches d'industrie (métallurgie, textile, bâtiment, etc.) et se donnent un organe d'expression intitulé *Accion libertaria*. Peu après, d'autres secteurs s'organisent (Livre, Bois, Commerce) et une coordination régionale des secteurs de production est mise sur pied. A Valladolid, la situation est, à quelques détails près, semblable à celle de Zaragosse. Les groupes libertaires sont coordonnés entre eux par le bulletin local *Apoyo mutuo* et semblent près à reconstituer la C.N.T.

Le projet organisationnel qui, à l'évidence, a le plus progressé au cours de l'année 1975 est celui de la reconstruction de la C.N.T. Particulièrement avancé à Barcelone, Valence et surtout à Madrid, il s'agit cependant d'un processus global. Le fait que de nombreux groupes qui, dans un passé non lointain, faisaient de l'anti-syndicalisme le centre de leur réflexion politique, se soient ralliés à l'anarcho-syndicalisme, prouve indiscutablement le caractère mobilisateur de la stratégie de reconstruction. Celle-ci est devenue rapidement la seule alternative cohérente pour les libertaires en général. C'est pourquoi de nombreux groupes spécifiques lui ont donné la priorité bien que la reconstitution de la F.A.I. eut été plus en accord avec leurs préoccupations de militants anarchistes. A un moment ou à un autre, le raisonnement a été, traduit schématiquement, le suivant : « La C.N.T. n'est pas tout ; mais sans C.N.T., il n'y a rien ».

D'autres éléments interviennent dans l'explication et l'adoption majoritaire du projet de reconstruction anarcho-syndicaliste. Parmi ceux-ci, il faut souligner le rôle important qu'a joué, dans la coordination des groupes,

la revue madrilène *Sindicalismo*. Sortie au début de 1975, cette revue, durement critiquée par les puristes et autres gardiens de l'orthodoxie parce qu'elle n'était pas spécifiquement anarchiste, a servi de pôle d'attraction pour de nombreux militants ouvriers qui, à travers elle, prenaient un premier contact avec les idées libertaires et le syndicalisme révolutionnaire. L'équipe de rédaction de *Sindicalismo*, assez hétérogène dans une première étape, a eu l'intelligence de comprendre qu'il fallait savoir tirer parti des contradictions du Système. Au moment où la politique « d'apertura » permettait la publication de revues progressistes et laissait un peu plus de liberté aux éditeurs (12), les fondateurs de la revue ont joué la carte de sa légalisation. En quelques numéros, *Sindicalismo* s'impose comme revue syndicaliste libertaire. Aux yeux de très nombreux lecteurs, elle passe même pour l'organe d'expression officieuse de la C.N.T. Un réseau de correspondants ouvriers alimente la revue en informations de luttes. Appuyé par les militants anarcho-syndicalistes, *Sindicalismo* est à la fois distribué commercialement et diffusé de façon militante. Les contradictions que l'on peut percevoir à sa lecture sont celles qui, inévitablement, traversent un Mouvement en formation. *Sindicalismo* s'inscrit, en effet, parfaitement dans le processus de reconstruction libertaire. Correspondant à une étape de ce développement, il contribue à populariser les concepts d'autogestion et d'autonomie en présentant au mouvement ouvrier une alternative libertaire. Son rôle est, par conséquent, loin d'être négligeable.

La restructuration libertaire autour du projet de reconstruction de la C.N.T. a fait, au cours de 1975, de grands progrès. La répression et la clandestinité imposée ont indiscutablement freiné le processus. Plusieurs réunions à l'échelon régional ou national n'ont pas pu avoir lieu. La terreur qui s'est abattue sur le pays entier entre septembre, date de l'exécution des cinq militants d'extrême-gauche, et la mort de Franco n'était absolument pas propice au travail de masse. Les structures mises en place ont cependant résisté aux assauts policiers alors que de nombreux groupuscules ont vu leurs appareils démantelés. La mort de Franco et l'arrivée au pouvoir de Juan-Carlos et des nouveaux ministres créent une situation tout à fait nouvelle. Politiquement, elle va permettre l'accélération du processus entamé.

(12) Cette « apertura » a permis à certains éditeurs de publier des livres ayant trait à l'anarchisme. Parmi ceux-ci, il faut signaler « Tusquets » qui a confié à Carlos Semprun-Maura une collection intitulée « Acracia ».

En guise de conclusion provisoire : 1976 ou les illusions gagnées

Au cours des derniers mois écoulés, une vague extraordinaire de grèves ouvrières, mobilisations populaires, prises de parole diverses ont bouleversé l'Espagne. Or, la capacité militante d'un mouvement n'est vérifiable, de même que son implantation, qu'en fonction du rôle qu'il peut jouer dans les luttes. Aucune organisation ne peut prétendre aujourd'hui en Espagne avoir une implantation de masse. La tolérance dont fait preuve le Pouvoir vis-à-vis de tel ou tel secteur de l'opposition ne doit pas faire illusion. Plus relâchée qu'auparavant, la clandestinité n'en existe pas moins...

Dans son numéro correspondant à janvier 1976, *Frente libertario* publiait une série d'interviews avec des militants anarcho-syndicalistes de l'Intérieur (13). Dans l'une de celles-ci, un militant de la C.N.T. du Centre replaçait la reconstruction de la C.N.T. dans une stratégie globale de restructuration du Mouvement libertaire dans son ensemble. Rejetant tout dogmatisme, il s'agit de comprendre que la lutte des classes n'est qu'un aspect, fondamental il est vrai, de la lutte contre l'oppression capitaliste et étatique. La lutte des femmes, des jeunes, des minorités ethniques, le combat anti-militariste, la lutte écologique font également partie de cette stratégie globale. A Barcelone et à Madrid, des groupes « Mujeres libres » se sont reconstitués. De la même façon, des militants libertaires tentent de former des « Groupes écologiques libertaires » ou de reconstruire les « Jeunesses libertaires ». Cette activité multiforme n'est cependant possible que si le Mouvement, renouant avec sa tradition de masse, dispose d'une organisation de classe suffisamment forte et struc-

(13) Ces interviews portent sur la situation politique, le mouvement ouvrier, les luttes de classe, la problématique syndicale et la stratégie libertaire. Elles donnent une idée des préoccupations immédiates et à long terme que connaissent les camarades espagnols. Plusieurs d'entre elles ont été reproduites en italien dans le numéro de janvier de l'excellente revue **A Rivista Anarchica.**

turée pour intervenir sur la réalité des luttes. En ce sens, la C.N.T. reste le centre nerveux du mouvement libertaire espagnol. Sa consolidation est donc considérée comme une des tâches les plus urgentes de l'heure. Depuis le début de l'année en cours, le processus de reconstruction de la C.N.T. s'est confirmé avec éclat. Le relâchement de la répression a permis la réalisation d'assemblées régionales (la plus importante restant celle qui, le 29 février, a réuni à Barcelone 700 militants anarcho-syndicalistes). Certains secteurs de la C.N.T. pratiquent la politique du « visage découvert » (destape), d'autres considèrent qu'avant d'apparaître publiquement, il convient d'améliorer le niveau organisationnel. Alors que le mouvement se consolide à Madrid et à Barcelone où la C.N.T. est devenue une réalité palpable, il atteint également d'autres régions comme l'Andalousie, l'Euzkadi, les Asturies. Tant bien que mal, les problèmes internes sont en voie de solution. Localement, ils subsistent parfois, comme à Valence entre la C.N.T. et le groupe « Solidaridad », mais un peu partout existe un consensus unitaire. Dans le proche passé, les personnalismes, souvent importés de l'exil, ont joué un rôle particulièrement négatif en entravant le processus d'organisation de l'Intérieur. Les « consulats » (14), fidèles à leur mission, veillaient au grain. Au fur et à mesure que l'Intérieur s'émancipe des tutelles de l'exil, ces éléments de discorde tendent à disparaître. Aujourd'hui, leur avenir est extrêmement compromis. Le centre de gravité du Mouvement libertaire espagnol s'est bel et bien déplacé de l'exil vers l'Intérieur. Un prochain congrès national de reconstruction de la C.N.T. d'Espagne inscrira dans son ordre du jour le problème de l'exil. Il semble, d'après de récents éléments d'information, qu'à la faveur de ce congrès, la représentativité « officielle » de l'exil disparaîtra, la bipolarité C.N.T. d'Espagne-C.N.T. en exil ayant de moins en moins de raison d'être. Par ce biais, le Mouvement libertaire espagnol a des chances de sortir de la longue crise bureaucratique qui l'avait amoindri.

Il n'y a pas si longtemps, l'avenir de l'anarchisme espagnol apparaissait sombre, même aux plus optimistes. La plupart des groupes libertaires, coupés de tout contact avec la réalité des luttes, ne survivaient que par référence à un passé glorieux. On pouvait, certes, déceler ici et là telle ou telle pratique libertaire ou percevoir, au sein d'organisations autoritaires, un ferment anti-autoritaire. L'anarchisme organisé, cependant, était du domaine du rêve ou de l'illusion... Aujourd'hui, sans sombrer dans un quelconque triomphalisme de bas-étage, il semble possible de parler d'illusions gagnées.

Freddy.

(14) Les « consulats » en question sont chargés de faire suivre les directives de la C.N.T. « officielle ». Instruments de la bureaucratie en exil, ils jouent absolument le rôle qui leur est imparti : répercuter à l'Intérieur les consignes élaborées à Toulouse.

• NICOLAS LAZAREVITCH, qui vient de mourir, était l'un des milliers de Russes qui ont pu certifier que le goulag ne datait pas d'hier ni de la stalinisation du régime soviétique. Emprisonné en 1924 pour avoir participé à une tentative d'organisation d'un syndicat de classe dans le groupe de l'usine Dynamo où il travaillait, il fut libéré en 1926 grâce à une campagne menée par le mouvement anarchiste et par la ligue syndicaliste (un manifeste fut signé notamment par R. Rolland, G. Duhamel, Séverine, V. Basch, etc.). 50 ans avant, une autre affaire Soljénitsyne ou Plioutch... à cette différence près que Lazarévitch était ouvrier, et surtout que jusqu'à sa mort il resta anarchiste ; son texte de 1926 « Faire connaître publiquement la vérité sur la situation qui est faite en Russie aux véritables révolutionnaires et aux syndicats de classe » ne fut suivi d'aucune profession de foi libérale ou capitaliste ; elle n'émut guère non plus à l'époque certains staliniens qui maintenant basent leur prestige sur la découverte bien tardive du totalitarisme soviétique.

(On peut lire une bibliographie plus complète de Lazarévitch dans les cahiers des amis de Han Ryner, 3, allée du Château, 93320 Les Pavillons-sous-Bois. — Lire aussi « A travers les révolutions espagnoles » de L. Nicolas, collection Poche Belfond.)

LA BOMBE DE TOULOUSE...

elle a éclaté près de la caserne de la C.R.S. 27 où PONIA devait venir le lendemain matin et toutes les suppositions ont été faites par la presse — de l'attentat anarchiste contre PONIA à la machination politique téléguidée par l'Algérie.

Pour nous, elle a éclaté plus fort que pour tous, car elle a tué deux copains : ROBERT et DIEGO.

Ce que cette bombe voulait dire :

La violence, ce n'est pas ce pétard qui fera un trou dans le vieux mur d'une caserne. La violence, c'est ce que nous subissons tous les jours. C'est le travail salarié et hiérarchisé, c'est la présence des flics dans le métro, c'est la télé chez soi, les opérations coup de poing, c'est la presse à sensation qui monte en épingle « l'événement du jour » pour mieux cacher les mille et une victimes de « l'ordre » à la mode du moment... C'EST L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, LA REPRESSION DE L'HOMME PAR L'HOMME !

Tuer Ponia ?

Ni ROBERT ni DIEGO ne l'avaient envisagé. Ils savaient — comme nous — qu'un pantin est toujours remplacé par un autre, et que pour un ponia disparu dix marcellins peuvent se présenter. Comme nous, ils savaient que ce n'est pas un homme qu'il faut abattre mais le système tout entier, et qu'ils s'y employaient — comme nous.

Cet essai de démonstration qui s'est soldé par leur mort n'était ni une provocation — comme certains veulent le laisser supposer — ni un assassinat politique. Cela voulait simplement être une lézarde dans la paroi de cette société qui nous étouffe, une façon de dire : NON, NOUS NE SERONS JAMAIS DES ROBOTS !

Pour la police,

la mort de DIEGO et ROBERT a été mise à profit, interpellations dans les milieux « anar » de Toulouse, perquisitions à Toulouse et à Paris. Butin : Sylvie PORTE, amie de Robert TOUATI, trouvée à Paris où elle essayait de trouver un peu de paix...

SYLVIE, interrogée pendant 48 heures au Quai des Orfèvres, a été écrouée arbitrairement à FLEURY pendant 7 jours. Transférée à Toulouse, elle a été inculpée de complicité de détention et transport de matières explosives par le juge BENSOUSSAN et incarcérée à SAINT-MICHEL, la prison de Toulouse. Depuis le 13 mars, elle n'a pu voir que son avocat, toute autre visite — même de sa famille — lui est refusée.

TOUT CE QUE LE JUGE A PU RETENIR CONTRE ELLE : elle était l'amie de ROBERT, elle avait avec lui été « contrôlée » par la police lors d'un collage d'affiches à ALBI.

Manifestez votre solidarité à Sylvie.

Ecrivez-lui : Sylvie PORTE, n° 25-72, *prison Saint-Michel,* 31000 *TOULOUSE.*

DE LA « POLITIQUE » AU « BANDITISME »

Rappel utile de quelques faits politiques

— Fin 74, 9 libertaires, soupçonnés d'appartenir aux Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes et d'avoir participé aux différentes actions menées par ceux-ci (Tour de France, blocages frontières franco-espagnoles, etc.) pour dénoncer la dictature franquiste et ses complices objectifs, les Etats « démocratiques », sont emprisonnés en France.

Les dossiers de 7 d'entre eux sont immédiatement pris en charge — dès leur arrestation — par la Cour de Sûreté de l'Etat. Ils sont inculpés de « destruction d'édifices publics, etc. (...), infractions en relation avec une entreprise individuelle et collective consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat ». Les dossiers des deux autres emprisonnés sont pris en charge par le Tribunal de Grande Instance de Toulouse.

— Dans le cours de l'année 1975, la Cour de Sûreté de l'Etat prend en charge tous les dossiers concernant les inculpés dans « l'affaire des GARI ». Elle remettra en liberté 5 d'entre eux (un sixième inculpé sera remis en liberté début 76).

— Mars 76 ! Après 18 mois d'instruction menée par la C.S.E., il reste encore 3 inculpés emprisonnés, c'est-à-dire en détention préventive exceptionnelle (depuis la Révolution, la loi prévoit en effet que, pour les prévenus — présumés innocents puisqu'ils n'ont pas encore été condamnés — la liberté est la règle et la détention l'exception. Mais on n'ignore pas que la lecture et surtout l'application du Code Pénal, peut se faire à deux niveaux : la lettre et l'esprit. Et dans ce cas bien précis les juges ont plutôt tendance à appliquer leur esprit...).

Et c'est donc après 18 mois d'instruction, c'est-à-dire à la fin de celle-ci, que la C.S.E. s'aperçoit qu'elle n'est pas compétente pour juger « l'affaire des GARI » !! Elle se dessaisit du dossier et le refile au Tribunal de Grande Instance de Paris — Cour d'Assise —, ou plutôt Lecanuet le refile au juge Pia, bien connu comme étant un des plus zélés serviteurs du Pouvoir. C'est ainsi que les inculpés dans « l'affaire des GARI » sont devenus aujourd'hui des « bandits » grâce à Lecanuet et son fidèle valet Pia. Celui-ci aurait dit à l'un des inculpés : « maintenant la politique c'est fini, vous êtes des malfaiteurs » !-

Le rappel de ces quelques faits était nécessaire pour comprendre et essayer d'analyser la démarche politico-judiciaire du pouvoir français — qui pourrait paraître illogique ou incohérente à première vue — dans « l'affaire des GARI ».

En effet, la C.S.E. qui est une juridiction d'exception, créée par une loi du 15 janvier 1963 pour remplacer d'autres juridictions d'exceptions nées des événements de l'O.A.S. — et dont la compétence est très large — était nécessaire dans un premier temps. Elle trouve sa justification d'abord en tant qu'instrument juridico-répressif (6 jours de garde à vue, moyens d'investigation) et ensuite/en même temps, en tant qu'instrument purement politique au service du pouvoir. La C.S.E., de son caractère exceptionnel, met en relief les affaires dont elle est saisie (l'affaire des comités de soldats, antimilitaristes étant l'exemple le plus révélateur de la façon dont le pouvoir peut utiliser la C.S.E. à ce niveau-là), et elle s'imposait donc pour les GARI en tant qu'instrument politique au service des relations économico-politiques franco-espagnoles.

C'est ainsi que c'est au cours de l'année 75 que Ponia rassure publiquement et officiellement le gouvernement franquiste en déclarant (à peu près) : « que la France n'est pas une terre d'asile des terroristes, que l'organisation terroriste des GARI a été démantelée et plusieurs de ses membres arrêtés et inculpés par la C.S.E. et qu'ils seront jugés bientôt et je l'espère bien jugés ». Le gouvernement français ayant ainsi donné les preuves politiques de sa bonne volonté de collaboration avec la dictature franquiste, les relations économiques vont pouvoir se développer : contrat SECAM, vente Mirages, AMX 30, construction de centrales nucléaires en Espagne, etc.

Mais aujourd'hui que Franco est mort, et que le franquisme Juan-Carliste cherche sa voie « démocratique » — en la jalonnant de cadavres comme aux plus beaux jours du franquisme officiel —, les GARI sont dévalués et ne constituent plus une monnaie d'échange efficace. Donc plus besoin de les mettre en avant ; au contraire il faut étouffer au maximum, et pour cela on dessaisit la C.S.E. — quelque peu déconsidérée ces derniers temps (affaires des Comités de Soldats, Bretons, Corses...) et cela pourrait donc être aussi interprété comme une manœuvre politique pour donner satisfaction à ceux qui veulent la disparition de la C.S.E. — et on renvoie le dossier des GARI aux Assises.

Manœuvre efficace s'il en est puisqu'elle permet :

1° de recommencer l'instruction à zéro — alors que celle-ci était terminée en C.S.E. — donc de traîner l'affaire pou. l'étouffer et juger/condamner quand ça les arrange ;

2° de « déconsidérer » les GARI (« pas politiques, bandits ») évitant ainsi un procès purement politique.

Et les résultats ne se sont pas fait attendre : le... Bernard Réglat, dont le nom apparaît, parmi une centaine d'autres, dans le dossier des GARI, mais que ni Gallut ni Seguin, juges auprès de la C.S.E. ayant eu à instruire le dossier, n'avaient estimé nécessaire d'interroger, est arrêté à Toulouse, sur son lieu de travail, c'est-à-dire l'**imprimerie 34** (celle-là même qui avait été plastiquée par les fascistes quelques jours avant). Ici, il faut signaler que le journal « Le Monde » avait fait passer, deux jours auparavant, l'information officielle concernant la décision ministérielle de dessaisir la C.S.E. du dossier des GARI, informant aussi que 3 individus concernés dans cette affaire étaient en fuite, dont B. Réglat. Peut-on être considéré en fuite lorsqu'on a été interrogé plusieurs fois par la police pendant l'année 75, pour d'autres affaires, et encore tout récemment lors de la dernière rafle opérée à Toulouse, à grand renfort de publicité, pour découvrir les auteurs du « complot contre Ponia » ? Oui, cela est possible... et voilà qui pourrait nous rassurer sur l'efficacité de notre chère police.

B. Réglat est donc arrêté et séquestré pendant 5 jours à la maison d'arrêt Saint-Michel de Toulouse — et il s'agit bien d'une séquestration pure et simple (si l'on peut dire), car pour être incarcéré dans une maison d'arrêt il faut légalement et obligatoirement un mandat de dépôt signé par le juge, alors que B. Réglat se trouvait sous le coup d'un mandat d'amener simplement, ce qui n'implique rien d'autre que d'être amené « librement » devant le juge ; il est donc transféré à Paris après ces 5 jours pour être entendu et immédiatement inculpé par le juge Pia, sans qu'aucun élément matériel n'ait pu être retenu

contre lui ; seulement, Pia a l'impression que...

Et il semblerait bien que ces méthodes de séquestration arbitraire tendent à se généraliser, puisqu'avant B. Réglat, Sylvie Porte, libertaire elle aussi et soupçonnée d'avoir eu une participation dans le « complot contre Ponia », fut arrêtée le 13 mars dernier à Paris. Victime des mêmes méthodes que B. Réglat, elle dut passer une semaine à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, sans qu'aucune inculpation ne lui soit notifiée. Ensuite, elle fut transférée à Toulouse, où elle devait être finalement écrouée et inculpée par le juge Bensoussan de « complicité de détention et de transport de substances explosives ». Aucune preuve matérielle contre elle non plus. Le seul élément qui « justifie » sa détention étant le fait qu'elle était l'amie de R. Touati (encore l'impression d'un juge...) tué ainsi que Diégo... par l'explosion d'un engin explosif sur un campus de Toulouse proche de la caserne de C.R.S. où Ponia devait se rendre pour assister aux obsèques de son serviteur Le Goff, tué lors des affrontements avec les vignerons.

On se souvient de la façon dont le pouvoir exploita la mort de ces deux copains « terroristes internationaux, membres des GARI et voulant tuer Ponia ». Cette méthode d'assimilation et d'amalgame est connue pour avoir fait ses preuves. Veut-on faire jouer aux « bandits » des GARI le rôle d'épouvantail que les « bandits » de la Fraction de l'Armée Rouge (Baader, Meinhoff, Esslin, etc.) ont joué en Allemagne, pour faire passer les lois répressives/sécurisantes ?

Aujourd'hui donc, les supposés membres des GARI sont incarcérés en France, dont 3 depuis 19 mois. Il est à craindre que d'autres ne viennent les rejoindre, car si Pia s'est permis d'emprisonner B. Réglat, pourquoi ne ferait-il pas de même pour les autres inculpés dans cette affaire ayant été remis en liberté par la C.S.E. ?

Et il ne s'agit pas ici de revendiquer la C.S.E. plutôt que les Assises, ou l'étiquette de politiques plutôt que de bandits. Il s'agit en premier lieu bien sûr de faire sortir les copains de taule et empêcher que d'autres rentrent, mais aussi et surtout, à travers cette affaire qui est exemplaire par plusieurs points, de combattre le pouvoir qui fabrique la légalité au jour le jour — aujourd'hui les GARI, et demain ...? — ce pouvoir répressif qui se renforce jour après jour de notre passivité.

Hier « politiques », aujourd'hui « bandits » ? Politisons le banditisme !

Nous sommes tous des bandits politiques !

G.E.A.I.
(Groupe d'Entraide Anarchiste Internationaliste).

L'IMPRIMERIE 34 à TOULOUSE, c'est une petite imprimerie, plastiquée il y a plus d'un mois et demi, aux locaux ravagés, mais qui persévère à coup de bouts de ficelle à faire son boulot (il lui faut 6 millions dans les mois qui viennent — sic).

Les « travailleurs de I. 34 » fonctionnent sur une certaine unité de pensée qui les amène, séparément ou collectivement, à avoir une activité de critique propre. Ce qui fait qu'ils sont, en plus de l'imprimerie, connus comme « anarchistes », comme on dit. Tout désigne donc ces bêtes-là.

Ce n'est donc pas un hasard si, il y a un mois et demi, après qu'une bombe soit-disant dirigée contre Poniatowski ait éclaté, tuant ceux qui l'avaient lancée, seules LEURS têtes de « terroristes » étaient en douce filmées par la télé à la sortie du commissariat et retransmises aux informations. Il y avait eu 26 interpellations et une sélection précise des personnes ainsi capturées au zoom.

Pas un hasard si, seul LEUR domicile était transformé en : a) dépôt d'armes (information du ministère de l'Intérieur) ; b) usine à tract, et l'imprimerie en « plaque tournante de l'anarchie » (information de France-Soir), si le surlendemain cette imprimerie était détruite. Les fournisseurs suspendaient alors toutes leurs facilités.

Solidarité avec l'Imprimerie 34 — C.C.P. Basta 3 394 34 S Toulouse.

GRÈVES AUX UNIVERSITÉS

Ce texte a été composé par un camarade à partir d'extraits de différents textes, motions, tracts, recueillis au cours de ces dernières semaines. Tous les éléments de ce texte ne sont donc pas homogènes et peuvent s'opposer ou se compléter.

1. La lutte des étudiants s'est déclenchée contre la réforme du 2ᵉ cycle, réforme dont les significations sont claires, après celles du 1ᵉʳ et 3ᵉ cycles :

Sous couvert d'une prétendue « revalorisation » (en réalité impossible) des diplômes, dont la « valeur » dépend bien plus du marché que de la formation

— elle organise en fait une dévalorisation (par ex. de la licence) de ces diplômes pour la production de cadres moyens sans emploi demain comme aujourd'hui, ou davantage, mais qui pèseront sur tout le marché du travail, en espérant que cela incitera l'ensemble des travailleurs à se contenter de ce qui leur est offert...

— elle vise aussi une remise en ordre de l'institution universitaire (et scolaire), de sa distribution, de son fonctionnement ; cette remise en ordre est un objectif constant depuis des années, et elle n'est pas non plus réalisable complètement, à cause des fonctions contradictoires et toutes nécessaires au système que remplit l'université ; elle frappera néanmoins en premier lieu toutes les disciplines et activités non directement utilisables, ou bien celles où des voix (d'étudiants, bien plus que d'enseignants !) discordantes se font entendre, dans le concert giscardien/programme commun.

Et d'autres significations encore, tout autant contradictoires, puisque le pouvoir navigue à vue, et joue sur tous les registres à la fois : technocrate, humaniste, répressif, etc.

2. Cette lutte étudiante fait apparaître, une fois de plus, des illusions qu'il importe de dissiper chez ceux qui les nourrissent, et de dénoncer chez ceux qui en vivent et qui les entretiennent :

— les illusions « de gauche », où se manifeste la collusion des mandarins, présidents d'université, syndicalistes et apprentis-politiciens, comme des étudiants arrivistes : croire qu'une autre gestion de l'université, plus rationnelle, plus « adaptée », voire un autre gouvernement, pourrait davantage résoudre le problème de l'emploi des cadres ou celui des fonctions incohérentes de l'université — alors qu'il est clair que ni l'abrogation de la réforme du 2ᵉ cycle, ni un changement de pouvoir ne peuvent répondre à la question de l'emploi, du chômage, de la formation, ou de la crise de l'université, dans une société qui reste ce qu'elle est ;

— les illusions gauchistes, toutes proches des premières, celles des groupuscules hallucinogènes qui gambergent sur un autre « mai 68 » réussi cette fois-ci, et qui psalmodient : étudiants tous unis, étudiants-enseignants, même combat, le pouvoir aux travailleurs, etc.

Or la réalité que masquent ces rengaines et ces vociférations, c'est que :

— le mouvement étudiant n'a pas et ne peut pas avoir de perspectives comme tel. Les étudiants ne sont pas une force sociale ; ils ne pèsent que négativement sur le fonctionnement actuel du système, et sont

donc constamment utilisables par d'autres qu'eux-mêmes dans les jeux politiques ; ils sont en outre divisés, parce qu'une partie d'entre eux continue nécessairement à miser sur les diplômes, la promotion sociale, les privilèges des cadres supérieurs.

La liaison avec les travailleurs

— Quant aux « travailleurs », ils sont par rapport aux étudiants, dans un autre monde, et le mouvement étudiant, dans son état actuel, n'a rien à leur apporter — qu'une sympathie verbale et suspectée. Ces deux mondes se côtoient sans même se voir : pendant que les étudiants tiennent A.G. sur A.G., dans les mêmes bâtiments, l'administration tourne, les secrétaires tapent, et le soir venu, les « frères immigrés » ramassent les déchets et les mégots dans les amphis. Face à cela, que peut signifier la venue dans les assemblées de quelques ouvriers en grève dans l'entreprise voisine, qui prononcent trois mots, se font ovationner, et puis s'en vont ? Les organisations gauchistes ont seulement mis en scène la liaison avec les travailleurs, exactement sur le même mode que les organisations réformistes qui la figurent dans les appareils syndicaux. La liaison des étudiants et des travailleurs dépend des travailleurs, non des étudiants ; tant que les travailleurs ne sont pas engagés dans une lutte qui secoue toute la société, ce ne peut être qu'une parole creuse, un mot d'ordre manipulateur.

Par contre, ce que peuvent faire les étudiants qui se situent dans une perspective révolutionnaire c'est :

● donner l'exemple de la lucidité sur leur propre faiblesse et leurs propres ennemis (car ceux-ci se retrouvent aussi ailleurs). Ce sont :

— *le pouvoir* et ses antennes administratives (y compris les Conseils) qui, depuis longtemps déjà, organisent la sélection dans l'Université et y ont introduit au moins l'esprit du patronat (compétence, privilège, pouvoir) ;

— les cadres supérieurs du Supérieur, *mandarins et apprentis-mandarins* pour qui le « fonctionnement normal » de l'Université est préférable à tout, puisqu'il alimente leur confort matériel, idéologique, et leur médiocre pouvoir ;

— les *futurs cadres et gestionnaires* de la société technocratique capitaliste (privée ou d'Etat) ;

— les futurs partenaires, *les zombies politiques et syndicaux* « de gauche » : qui veulent bien d'un mouvement modéré et sans objectifs, donc utilisable dans leur stratégie, mais s'opposent à toute lutte contre la hiérarchie parce qu'ils se préparent à en occuper les sommets ;

— *les groupuscules et cliques* qui s'aménagent, à coups de gueule et à coups de poings, une place sur la scène politique : ils espèrent ramasser un jour des miettes du pouvoir d'Etat, et le miment dès maintenant, jusqu'au grotesque, dans tous leurs comportements ;

— et aussi : *les formes d'action et d'organisation* (A.G., manifs, comités, etc.) où la base des étudiants, enseignants et autres n'ont aucune part active et autonome, et contemplent ou exécutent les décisions et négociations menées en leur nom.

● Remettre en question :

— leur place dans la société ;

— la division du travail (en ayant pour objectif non pas le remplacement d'une réforme par une autre, mais bien la *suppression* de l'université comme lieu de sélection sociale. Pour cela l'axe *anti-examen* est fondamental.

Le Mouvement, ses A.G., ses manifs, ses coordinations

L'intérêt, pour nous, du mouvement des étudiants et des enseignants contre la réforme du 2ᵉ cycle n'est pas là où ses porte-paroles *autodésignés* veulent le cantonner à tout prix.

Il n'est pas dans les prises de positions, si fermes soient-elles, des organisations quelles qu'elles soient ; il n'est pas non plus dans la coordination de groupuscules qui, après s'être emparé des comités de grève, promène les étudiants d'A.G. en A.G., de manifs en manifs, à leur profit exclusif, ne laissant la parole qu'à leurs propres membres, tout en prétendant donner des leçons de démocratie directe.

L'intérêt se trouve dans l'action des fractions étudiantes, enseignantes, et des autres travailleurs, qui refusent *à la fois une réforme*

qui systématise la sélection des privilégiés de la société sous couvert de qualification et de formation professionnelle, et les *appareils* de toutes sortes et de toutes dimensions qui reproduisent en eux-mêmes la hiérarchie et autour d'eux la répression régnante. Par exemple à grands coups de manœuvres ou de service d'ordre (« mixtes » ou non !).

Ce mouvement dirigé *contre la hiérarchie sociale* (et universitaire) a, comme tous les autres mouvements sociaux, le choix entre reconnaître et se débarrasser de tous ceux qui veulent le réduire ou l'utiliser (ce qui revient au même) ou disparaître pour plus ou moins longtemps.

Très vite les manifestations n'ont plus été l'expression de la volonté des étudiants de résister au pouvoir, de prendre le contrôle de leur lutte. Elles sont devenues une masse de manœuvre entre les mains des apprentis parlementaires de la coordination pour les rendre crédibles en vue de la négociation qu'ils souhaitent (1). Ce sont les copies conformes des Bastilles-Républiques cégétistes.

Pour les organisateurs, les manifestations *sont* le Mouvement pour la bonne raison que c'est là que leur pouvoir, leur soif d'ordre doit pouvoir s'exprimer totalement. Cela explique l'hystérie « organisationnelle » qui s'est déchaînée contre tout ce qui pouvait nuire aux « organisateurs-parlementaires-négociateurs » :

— ratonnades des S.O. contre les casseurs, les « anars », etc. ;

— propagande calomnieuse du journal Rouge contre les majorités qui veulent se regrouper lors des coordinations nationales.

Il est grand temps de remettre les manifs en question.

« A quoi sert une manif traîne-savates où 50 000 personnes s'en vont au casse-pipe ?

Face à cela, nous proposons des manifs éclatées ou une dizaines de petites manifs de 5 000 personnes qui s'en vont au même moment dans une dizaine de coins différents tout en distribuant des tracts de contre-information. Ces manifs ont l'avantage sur les grosses d'être plus manœuvrables, plus offensives, de disperser les forces des flics et de permettre à plus de monde d'être informés (ou contre-informés). Cela permet en outre aux manifestants de s'auto-organiser et de ne plus déléguer leurs pouvoirs aux S.O.

On nous dit des récentes manifs qu'elles furent très fortes parce qu'elles avaient réuni énormément de monde. Bien sûr, plus un Mouvement réunit de gens dans la rue, plus il est fort. Mais, tout en réunissant plein de monde, les récentes manifs fuyaient au bout de quelques grenades et c'est normal. Comment, en effet, résister aux flics quand l'on est cerné dans de petites rues par 5 000 C.R.S. ? Une manif totalement forte doit aussi pouvoir résister aux charges de flics. Ce ne peut être qu'une manif éclatée. Ces manifs prendraient en outre un sens politique tout différent. Loin de ressembler aux manifs style C.G.T., elles montreraient en fait toute la détermination du Mouvement Etudiant.

Quant aux S.O., ceux-ci se permettent de faire leur police et, au lieu de défendre la manif contre certaines agressions, chargent des « incontrôlés », non pour les disperser mais pour les matraquer et en torturer certains. Les S.O. des orgas se prendraient-ils pour les sbires de Bigeard ?

Alors, quand aurons-nous enfin des manifs autodéfendues et capables de résister aux flics ?

Quand les orgas et leurs S.O. arrêteront de gueuler contre les incontrôlés qui ne sont que des mecs qui souffrent du système actuel et de la répression un peu plus forte chaque jour, tant de la part des flics que des S.O. ?

NON AUX S.O. FLICS,
NON AU CASSE-PIPE. »

(Tract libertaire)

Ces réactions commencent d'ailleurs à se faire sentir de façon beaucoup plus large (2). A la dernière coordination (Lyon) la motion n° 1, dont voici quelques extraits, a recueilli 28 voix sur 200, soit environ 14 % des mandats !

Motion langues

Cette coordination, une fois de plus, n'offrira pas aux étudiants les perspectives qu'ils réclament. Une fois encore les débats de politicards initiés, les compromis minables ont

(1) S'il est une leçon à tirer de mai 68 et des années suivantes, c'est bien que la négociation, même articulée sur une extension contrôlée des luttes, est toujours la mise en place des dispositifs de détournement et de neutralisation de l'action déclenchée spontanément (comme c'est le cas aujourd'hui, comme ce fut le cas à Lip et ailleurs), au profit des représentants auto-proclamés, et dont les appels répétés à la mobilisation (telle qu'ils l'entendent, et entendent l'avoir en mains) ne peut donner qu'une envie, c'est de changer d'air ou d'aller se coucher. La négociation, le « dialogue », ce n'est que la rencontre des manipulations complémentaires de la gauche, des gauchistes et du pouvoir.

prévalu et ceci à un moment particulièrement critique pour le mouvement.

Les facs tiennent bon, la plupart sont encore en grève malgré la campagne d'intox de la presse. Pourtant le découragement se fait jour à cause du manque de perspectives. Mais le gouvernement aussi tient bon, encouragé par le refus des directions syndicales enseignantes de participer à la grève générale.

Certains veulent enterrer la grève. L'U.N.E.F., bien sûr, mais aussi à mots couverts les organisations qui ont maintenant le culot de parler de lutte à longue haleine et de restructuration du mouvement alors qu'elles l'ont mené à la défaite les années précédentes et qu'elles n'ont aucune proposition maintenant pour sortir de l'impasse.

Nous, notre position est la suivante :

Il faut exercer dans les semaines qui viennent une pression maximum contre le pouvoir.

1. En utilisant l'arme des examens : non passage en cas de non satisfaction des revendications. Remise en cause des examens, arme de division des étudiants, de répression de nos grèves et de reproduction des hiérarchies.

2) Les moyens d'action doivent être principalement décidés en fonction des différentes situations par les coordinations régionales et les A.G. de facs. Il est nécessaire de décentraliser le processus de décision dans le cadre des nouvelles formes de lutte et de grève à adopter, surtout à un moment où les coordinations nationales s'empêtrent dans l'impuissance. Les faits ont montré que les actions décidées à la base sur les régions sont les plus efficaces.

3. Des manifs éclatées dans les villes. Dans nos facs, isolés, nous ne gênons pas le pouvoir. Or, faire pression sur le pouvoir c'est être gênant. Par exemple : enrayer la machine administrative universitaire, harceler les organes d'information qui diffusent des campagnes mensongères, paralyser la circulation, occuper des points significatifs, à commencer par certaines facs. Il faut durcir l'action dans le cadre d'une semaine d'action offensive sur ces propositions.

4. Liaison concrète avec les travailleurs. Au niveau central nous proposons une manifestation aux côtés des travailleurs des entreprises en liquidation (Lip, Câbles de Lyon, etc.), des chômeurs (comités de chômeurs), des immigrés (Sonacotra) contre la politique de licenciements, contre la répression. Nous proposons aussi une caisse de solidarité et l'envoi de délégations étudiantes aux comités de grève.

5. Dans la grève générale de l'enseignement supérieur, le soutien des lycées et des C.E.T. est prioritaire. Il faut opérer rapidement la jonction avec les lycéens et les C.E.T., de même coordonner notre action avec les enseignants qui participent à la grève et nous soutiennent sur la question des examens.

6. Solidarité active et autodéfense face aux forces répressives.

Nous appelons les étudiants qui posent les problèmes en ces termes à des réunions régionales à la fin de cette semaine.

— A une réunion nationale pour coordonner nos initiatives.

Quelques perspectives

Quel que soit l'avenir immédiat du Mouvement, ce qui compte avant tout et ce qui laissera des traces c'est que les décisions (toutes, même celles qui sont contradictoires) soient celles des étudiants et des enseignants et non le résultat des transactions entre bureaucraties politiques, universitaires, syndicales ou groupusculaires.

Notons que la politique de la L.C.R. ou du M.A.S. (nouveau syndicat C.F.D.T.) est la même que celle du S.N.E.S.U.P. ou de l'U.N.E.F., avec 15 jours de retard, c'est-à-dire *négociations*, rencontres avec *Alice !*

Comment ?

— En s'installant dans les facs, en refusant de s'épuiser dans des A.G. et des manifs passives, en prenant la parole, en faisant taire ce qui parlent à la place des autres.

— En affirmant bien haut que nous ne sommes pas en grève *seulement* pour une histoire de réforme, mais *aussi* (et peut-être surtout) parce qu'on s'emmerde dans la fac, que les perspectives en dehors ne sont guère roses non plus, parce que nous voulons détruire autant que faire ce peut ces sacro-saints « rapports pédagogiques », « formation professionnelle », etc.

(2) Nous renvoyons aussi à toutes les lettres de lecteurs que « Libération » n'a pas cessé de publier pendant toute la durée du Mouvement.

— En refusant le pessimisme qui veut faire croire que le Mouvement est en train de se casser la gueule, alors que personne, il y a quelques mois, n'aurait envisagé une grève si longue !

— En dénonçant ceux qui bientôt nous expliqueront « qu'il faut savoir terminer une grève » au nom du réalisme, de la raison, du calme, des élections, du renforcement du Mouvement, de la construction de l'organisation, du sérieux face à l'opinion publique, de notre avenir professionnel, etc.

— En élargissant au maximum le mouvement *contre* les examens, contre tous ceux qui veulent qu'ils aient lieu d'une manière ou d'une autre, qui refusent de dire bien haut que les examens ne sont que des simulacres pour justifier l'existence de la hiérarchie, de l'école, de la division du travail.

Motion sur les examens

Ce n'est pas la négociation (U.N.E.F. - S.N.E.S.U.P.) qui oblige à poser le problème des examens ; au contraire, c'est le désir de l'éviter à tout prix, en cassant d'abord la grève, qui a précipité ces négociations.

Ce que les négociateurs veulent à tout prix éviter, c'est qu'une crise générale de l'université ne s'ouvre, dans son fonctionnement concret, quotidien et répressif.

Nous sommes solidaires et partie prenante du mouvement étudiant et enseignant dans la mesure où il se dirige clairement contre la hiérarchie sociale et universitaire.

Les examens étant la pièce maîtresse de cet édifice, nous pensons qu'il ne saurait y avoir qu'une seule solution : VALIDATION DE TOUS LES ETUDIANTS SANS CONDITION.

Nous ne saurions nous prêter à des simulacres d'examens du genre : « semaine d'examens dans lesquels seraient passées les épreuves dans les meilleures conditions », « copie collective », « prolongation ou déplacement de l'année universitaire », dans la mesure où les examens SONT TOUJOURS UN SIMULACRE, destiné à justifier « objectivement » la sélection, la hiérarchie, etc., et qu'il n'aurait alors rien de changé.

Nous ne pensons pas que le mouvement doive envisager des positions de replis (comme celles précitées) mais qu'il doive au contraire envisager sa radicalisation et son extension (en particulier par la remise en cause du rapport pédagogique).

Remettre en question les examens en est le premier pas.

Motion présentée à Paris IX-Dauphine, à l'Assemblée Générale des enseignants en vue de la Coordination Nationale Enseignante.

Justice : répression d'aujourd'hui et de demain

L'ennui avec la justice, c'est qu'il faut toujours qu'elle soit rendue. Ce qui suppose dans pratiquement tous les cas de figure, appareils judiciaires et spécialistes. On reste quelque peu désarmé devant la fausse naïveté de ceux qui s'extasient devant le Syndicat de la Magistrature (appareil d'un appareil) et son action contre les patrons.

Bien sûr, ça fait plaisir de savoir que ce ne sont pas toujours les mêmes qui vont en taule. Mais, outre le fait que la taule n'est en aucun cas quelque chose de très sympa, si on s'en tient à cette première réaction, ça veut dire qu'on admet la règle du jeu, qu'on pense qu'il y a quelque part une place pour des lois justes, des juges justes, un appareil juste, des prisons justes... Il me semble que nous devrions plutôt nous montrer inquiets de cette honorabilité « de gauche » de certains magistrats : l'institution judiciaire, même si quelques-uns de ceux qui y participent se veulent « progressistes », équitables, ne sera jamais rien d'autre qu'un ennemi à détruire. Et un ennemi réellement dangereux parce que cette « bonne justice » laisse de nouveau la place à la remise de pouvoirs que chacun devrait s'attacher à être en mesure de prendre. Je veux dire que le jour où les ouvriers d'un chantier décideront eux-mêmes des mesures de rétorsion à prendre quand leur sécurité n'est pas assurée, l'idée de révolution aura fait plus de chemin que quand ils viennent témoigner devant un juge « progressiste » que la sécurité était insuffisante.

L'absence d'esprit critique, les louanges adressées à gauche et à l'extrême-gauche à ces juges indiquent clairement que pour beaucoup (révolutionnaires ou réformistes) c'est l'appareil judiciaire qu'il s'agit de conquérir et non pas de supprimer. On risque de bien s'amuser plus tard avec une armée, une justice « conquises » de l'intérieur.

Ou même et surtout avec une justice dite populaire. A cet égard, Troyes est exemplaire. Les mêmes qui criaient « A mort » pour Buffet et Bontemps recommencent avec Patrick Henry et ce sont non seulement des petits commerçants, traditionnellement première masse de manœuvre du fascisme, mais aussi des « petites gens » : prolos des usines des environs, des paysans.

Je crois qu'il faut ici dissocier deux choses : d'une part le jeu du pouvoir relayé par les media, d'autre part ce que porte pour une éventuelle conception révolutionnaire de la justice l'impact de cette affaire dans la tête des gens.

Il est bien évident et bien effrayant d'ailleurs que Poniatowski et Lecanuet jouent moins la fascination de l'appareil d'état que celle de l'esprit des gens : les appels au meurtre qu'ils ont commis discréditent même à la limite la magistrature : fin de la séparation des pouvoirs, procédure accélérée, magistrats aux ordres : ce n'est pas ainsi que fonctionne un Etat démocratique fort, du moins officiellement et tout le monde le sait. Mais ce pouvoir peut faire l'impasse sur son image de marque si ce qu'il relaie dans l'idéologie commune le dispense de l'entretien d'un coûteux appareil répressif. En fait, lorsque l'immense majorité réagit favorablement aux stimuli fascistes les plus simples, on peut laisser s'agiter quelques petits juges : ils amusent la galerie et préparent une position de repli : celle de la justice démocratique.

Ce qui se passe à Troyes est exemplaire, c'est la grande machinerie d'isolement qui tourne à plein régime. L'isolement, la répression physique ont quelques défauts : ils provoquent résistances et solidarités, risques de prise de conscience. Mais l'isolement des idées est lui beaucoup plus efficace : le même ouvrier syndiqué pourra crier « à mort » en toute bonne conscience et soutenir le syndicat de la magistrature. Lorsque le fascisme quotidien aura bien pénétré dans sa tête, il y restera peu de place pour une transformation révolutionnaire de la société.

Ce ne sont cependant pas les seuls problèmes que pose l'« affaire » de Troyes. Patrick Henry est une fieffée ordure et on ne peut pas l'évacuer en disant que la révolution ,fée magicienne, changera tout ça, qu'il n'y aura plus alors de Patrick Henry. Je crois que malheureusement des tâches de répression resteront encore à assumer. Mais qui les assumera ? La loi du lynch fort populaire à Troyes est sans conteste fasciste (populaire, c'est-à-dire touchant le peuple et provenant de lui), jouant sur l'indignation, la peur, la rage, elle appelle dans la tête des gens des réactions de meurtre dans lesquelles le plaisir de tuer, de torturer, est loin d'être absent. Tiens, nous avons ça dans nos têtes, comment le faire sortir ? En confiant le soin de la justice au syndicat de la magistrature ? J'avoue que je ne vois pas très bien comment peut s'exercer une justice révolutionnaire, que j'ai autant la trouille de la « justice populaire » que de la « justice bureaucratique ». Et que nulle part je n'entends proposer des solutions ou simplement des discussions sur ces points. Peut-être parce que dans notre désir de révolution doit entrer aussi celui des fiers justiciers, celui d'avoir du pouvoir, de maitriser la vie des autres (bon substitut à la non-maitrise de sa propre vie).

Et puis les explications psychiatriques sur Patrick Henry ne me satisfont pas beaucoup plus. Il n'y a pas loin de ces explications à l'affirmation de la nécessité de soins psychiatriques, donc d'institutions, d'appareils. Leur mise en œuvre est depuis longtemps commencée dans nos régimes et leurs concurrents (cf. Pliouchtch, les expériences de lobotomie, etc., etc.). On ne me fera pas croire qu'on pourrait le faire de façon plus équitable dans un autre régime, qu'on ne créerait pas là de nouveau un autre appareil de contrôle et de pouvoir.

Y'a plus de justice, non y'a pas de justice. Et c'est bien là que le bât blesse. Toute notre notion de la justice repose sur le pouvoir de quelques-uns (y aura-t-il rotation des tâches de juge, de juré, de bourreau ?) de quelques autres puis sur tous les autres. Si nous ne sortons pas radicalement de cette perspective nous pourrons être éventuellement jugés ou juges, victimes ou bourreaux (tout en y prenant quelques satisfactions) mais la société « nouvelle » dégagera toujours quelques-unes des effluves malodorantes de l'ancienne. Il serait peut-être temps de renifler d'où vient le vent et où il nous pousse.

Serge.

LIAISONS

— PARIS : un collectif libertaire, largement ouvert et auquel ont participé la TAC, le groupe libertaire du Pré-Saint-Gervais, l'ORA Paris, C.A. Paris, des camarades du GAEL, de *La Lanterne Noire*, et des objecteurs, s'est constitué. Ce collectif est intervenu lors de la manifestation de soutien aux « antimilitaristes ». Le problème de la solidarité avec les camarades emprisonnés a aussi été abordé. La question qui se pose à l'heure actuelle est de savoir comment le collectif peut continuer à fonctionner, et sur quelles bases communes.

— A TOURS s'est tenue une réunion entre des camarades de *l'Anarcho* (Niort, Poitiers, Tours, Le Mans) de *La Lanterne Noire*, et de Bordeaux ; échange de vue sur le mouvement étudiant, sur l'anti-militarisme, et sur la circulation de l'information, de la discussion, entre les différents groupes autonomes qui refusent d'adhérer à la F.A., à l'ORA, ou aux différentes variantes de l'anarcho-syndicalisme ; il a été décidé d'utiliser l'*Anarcho* pour les débats de fond, et que pour les informations immédiates, pratiques, les camarades du Mans se chargent de recueillir les stencils tapés, ou les textes à 50 exemplaires, pour les réexpédier aux groupes qui en feraient la demande.

— PARIS : après *La Lanterne Noire*, *Dissidence*, *Interrogation*, une nouvelle revue anarchiste : *POUR*, éditée par l'O.R.A. (33, rue des Vignoles, 75200 Paris — Mentionner « POUR »).

Au sommaire du premier numéro :

- — être communiste libertaire en 76 ;
- — classe ouvrière et syndicat ;
- — bilan de la pratique syndicale à la S.N.C.F. ;
- — autogestion et division du travail ;
- — crise de l'extrême-gauche et vogue de l'ultra-gauche ;
- — revendications nationales et dialectique de classe ;
- — imprimerie Chauffour.

« ... la situation est nouvelle. Déjà un débat s'est engagé dans cette gauche ouvrière, encore timidement, un début de recherche d'expression politique du nouveau mouvement de masse... l'ORA a pris l'initiative de cette revue... avec la volonté de ne surtout pas limiter la rédaction à ses seuls militants. »

Des camarades de *La Lanterne Noire* se sont réunis avec le collectif qui anime cette revue ; il en est ressorti qu'il était possible d'entamer une collaboration entre les deux revues (dont les objectifs ne sont pas identiques) sous forme de réunions ouvertes, sur des thèmes précis et préparés à l'avance, avec des camarades extérieurs aux deux groupes, et dont le résultat donnerait lieu, si l'intérêt l'exige, à des publications communes.

Le thème de la contradiction (que nous vivons tous) entre nos positions anti-syndicales et le fait que nous arrivions assez mal à nous dégager des syndicats dans nos lieux de travail (en y étant ou bien en refusant tout militantisme) a été retenu. La date n'a pas encore été fixée. Autre thème : *l'organisation* (bien entendu !).

Cette collaboration ne supprime pas nos divergences avec l'ORA :

— quant à la plateforme d'Archinov (que nous jugeons bolchevisante),

— quant à la stratégie de ces camarades, que nous croyons trop à la remorque du gauchisme, et réactionnel face à l'immobilisme des organisations traditionnelles.

Ces thèmes, à propos desquels il n'y a aucune unanimité à *La Lanterne Noire*, seront abordés dans le prochain numéro.

URGENT

Face à la montée d'un fascisme feutré, multiplication des arrestations arbitraires, perquisitions, expulsions, lois répressives dont les libertaires sont les principales victimes, un copain de *L'Anarcho* propose aux groupes autonomes, aux journaux et à tous les courants anarchistes de réagir collectivement.

Nous nous proposons de réunir toutes les informations ou articles (cas de répression concrets, etc.) et d'en faire la synthèse.

Il serait souhaitable d'avoir la signature du maximum de groupes, journaux, revues (prendre contact avec les groupes locaux O.R.A. - F.A. - C.N.T. - C.A.).

Combien pensez-vous diffuser d'exemplaires de cette brochure ?

Pour la brochure il faudra des sous !!!
Autre proposition

Que pensez-vous de l'idée de la création d'un Secours Noir ?

Organisation de défense des victimes de la répression incluant tous les courants libertaires.

Si vous le pouvez, tapez vos textes à la machine.

Michèle BOSSARD
Francis THOMAS

8, rue de Berlin — Appt 596
72190 Coulaines

MARINI

La Cour de Cassation a confirmé la sentence de 2e degré contre Giovanni MARINI : 9 ans de prison pour ne pas s'être laissé tuer par les fascistes... sans compter d'autres procès « secondaires » qui vont suivre.

COURRIER

✦ A la « Lanterne Noire ».

Salut.

Dans le dernier numéro, le 4, je suis très étonné de trouver sous le titre « Un appel à la solidarité lancé par nos camarades de Toulouse », un texte qui n'a strictement rien à voir avec ce que nous avions envoyé. Ce texte — daté — de juillet 75, de fait il était en retard par rapport à la situation actuelle, cela il fallait bien le *préciser*, sans ajouter des commentaires *débiles* du style « Tout ce que la Coordination de Toulouse peut espérer ce sont les *centimes* que les travailleurs... paye » ! Nous n'avions jamais émis de telles conneries, la solidarité ce n'est pas que le fric, et puis nous ne demandons pas la charité, tous les moyens sont *bons !* Nous avons assez de problèmes comme ça pour que des « rigolos » ne s'amusent pas à écrire des conneries à notre place !

La situation pour l'instant : il ne reste plus que trois personnes en prison à la Santé, quant à leur sort on n'en sait *rien*, les avocats spéculent sans cesse, et un tas de faux bruits circulent depuis toujours. Pour l'instant, renforçons la solidarité politique, morale et financière pour qu'ils sortent le plus vite possible. »

Merci. *H.M., Toulouse.*

Réponse

Cher camarade,

Nous te remercions des précisions que tu as tenu à apporter aux informations que nous avions reprises du Bulletin de l'International Archive Team de Londres, concernant les camarades inculpés suite à l'affaire des GARI.

Nous n'avions malheureusement aucune façon de savoir, avant ta lettre, que le texte que nous reproduisions ne traduisait pas fidèlement l'esprit de votre Coordination. En effet, bien que nous ayions longuement traité de l'affaire Suarez et des actions des GARI (*La Lanterne Noire* n° 1 et n° 2), et bien que nous ayions consacré un premier numéro (n° 3) au problème de « la violence révolutionnaire » (à partir des informations dont nous disposions), nous n'avions jusqu'à présent rien reçu de votre part.

Nous ne pouvons que regretter cet état de fait, qui nous a conduits à traduire un texte anglais pour informer de la situation à Paris. Et, par la même occasion, nous transmettons à John Olday et à l'I.A.T. les critiques dont tu as bien voulu nous faire part. Maintenant que tu lis *La Lanterne Noire* (et notre traduction des bulletins de l'I.A.T., dont nous pouvons t'envoyer un exemplaire, puisque tu ne sembles pas les avoir lus précédemment), nous espérons que vous nous tiendrez au courant de vos activités, et, le cas échéant, des informations qui pourraient vous parvenir.

Pour la « Lanterne Noire »,
Salutations anarchistes,

P. LEPEINTRE.

P.S. 1 : Tu dis que « la solidarité ce n'est pas que le fric » ; bien d'accord, mais c'est *aussi* cela, tu es le premier à l'admettre, puisque tu poursuis en rappelant que « tous les moyens pour avoir du fric sont *bons* ! » — y compris, donc, l'appel aux copains, ce qui n'est pas forcément la même chose que « la charité », que nous serions d'ailleurs les premiers à accepter, si jamais elle se manifestait en faveur du mouvement anarchiste !

P.S. 2 : Je te signale la nouvelle adresse de l'I.A.T. : John Olday, 31 B Walterton Rd., London W.9.

✦ « C'est à la déception que j'ai eue en lisant votre dernier numéro que vous devez cette lettre. J'ai consommé passivement et avec plaisir les trois premiers numéros. Les « thèmes pour la controverse » étaient un espoir, celui de lire autre chose que des textes redondants, fermés sur eux mêmes, s'épuisant dans leur abstraction incantatoire. Dommage que le piège se soit refermé sur vous ; en vous surprenant peut-être ?

Dans le dernier numéro, plus rien ne transparaît de cette fameuse élaboration collective dont il était question dans le premier numéro. Les textes sur l'intégration imaginaire du prolétariat (n° 2) et sur la violence (n° 3) étaient accompagnés de commencement de discussion — entreprise encore limitée et qu'il aurait fallu poursuivre ; un bon moyen en tout cas pour que le lecteur puisse s'y

glisser — vous n'étiez pas tous d'accord à ce qu'il semblait... La discussion s'est-elle transformée en monologue ?

On reparle de ce couple violence révolutionnaire-répression dans le dernier numéro ; mais sous quelle forme ? Un dossier indigeste (11 pages). Cela ne veux pas dire que l'information soit inintéressante, mais, comme le dit P. Lepeintre lui-même, « un tel sujet a déjà fait l'objet de pas mal d'études »... Au lecteur de s'y référer ; et si l'opinion d'I.A.T. valait d'être connue (?), pourquoi ne pas l'avoir sortie en brochure comme vous le faites pour des articles d'INTERROGATIONS ou d'ANARCHISMO ? L'argumentation de P. Lepeintre, présentant ce dossier, n'est pas très claire. Se demander « ce qu'est la démocratie » reste bien abstrait ; il ne s'agit pas seulement « de comprendre l'évolution de notre propre société », il s'agit peut-être aussi de la transformer, comme disait l'autre... (mais je suis encore bien naïve). Il faut essayer de comprendre en quoi cette même référence à la démocratie (qu'elle soit occidentale, prolétarienne ou avancée) de la part de gens qui ne sont pas assimilables, remplit une fonction idéologique, à savoir masquer leurs pratiques qui vont à l'inverse de leurs discours. Et c'est justement parce que ce qu'ils font nous écœure que nous prenons la peine de savoir ce qu'ils disent. Si j'ai parlé de fonction idéologique, ce n'est pas parce que cela sonne bien mais parce qu'il y a derrière une répression bien réelle contre laquelle nous devons réagir, lutter là où c'est possible. (...)

Le texte de Nicolas sur la diffusion de la répression ne répond pas à cette attente.

On nous parle des aspects symboliques du châtiment, de la fonction qu'ils remplissent au niveau de l'imaginaire social... On plane... et on doit admettre *a priori* que l'auteur (et bien sûr le lecteur averti de la Lanterne !) sont dans une position de rupture par rapport aux attitudes collectives envers le crime, la délinquence et leur répression ; nous ne sommes pas des « honnêtes gens », alors...

Il faudrait peut-être se demander si rupture il y a, comment elle est possible ; bref, ne pas passer sous silence les problèmes que ce concept d'imaginaire social avait soulevé dans le n° 2 (cf. « un commencement de discussion »). Mais ce n'est pas ce que j'ai relevé de plus important dans ce texte : « les appareils d'Etat étendent la répression à l'ensemble de la société » et cela parce que la contestation s'étend partout, en profondeur... (j'interprète à tort ?).

Je ne demande qu'à en être convaincue, mais la métaphore centre-périphérie n'y contribue pas. Peut-être faudrait-il être plus explicite au sujet de ces « nouveaux illégalismes » et du danger qu'ils peuvent représenter pour le pouvoir étatique ; dans quelles mesures leur caractère subversif va-t-il dans un sens « révolutionnaire » ? (...)

Dans ce texte il n'y a que des allusions à la répression et aux contrôles que nous subissons, et nous n'arriverons pas à les situer, encore moins à les abolir, en nous repaissant de ces exhortations finales... : « des illégalismes nouveaux prennent leur place dans la lutte contre la classe dominante et s'acheminent vers leur formulation politique dans un projet révolutionnaire. Projet révolutionnaire capable de réunir dans l'action (?) l'illégalité de l'anarchie avec la potentialité révolutionnaire des classes opprimées. » (p. 32)...

Qu'on ne s'y trompe pas ! Je n'attends pas de vos textes des « réponses claires et précises » qui assouviraient mon impatience à foutre tout ça en l'air... — je ne suis pas une adepte de l'activisme suicidaire —. Je m'accomode très bien de textes qui ne proposent rien de concret, d'immédiatement actualisable, comme par exemple le texte d'Agathe sur le viol ; j'y trouve un intérêt dans la mesure où il dérange ; c'est parce qu'il est une anti-réponse qu'il amorce une réflexion.

La diffusion d'analyses nouvelles (anarchistes ?) n'est intéressante que dans la mesure où elles rencontrent l'expérience quotidienne, s'en nourrissent ou la remettent en cause. Pour le dire autrement, la dimension critique que vous proposiez, en démarrant *La Lanterne Noire*, implique que la revue reste un moyen de lutte (parmi d'autres qui sont à chercher) et non un *but en soi*. Ces réflexions s'inspirent du dernier numéro de *Noir et Rouge*, où beaucoup de choses étaient exprimées plus clairement que je ne le fais ici. A méditer...

Françoise, Paris.

LIRE ou ne pas LIRE

Le père Peinard

Emile POUGET
Ed. Galilée, Paris, 1976

Etonnante réédition de Roger Langlais, car le choix d'articles entre 1889 et 1900 est vachement actuel. Quelques chouias de sa chiure d'encre vont vous chatouiller la caboche.

« On a eu le sacré tort de trop se restreindre aux groupes d'affinités. Les groupes d'affinités n'ont pas de racines dans la masse populaire ; étant formés par des gars dont les idées et les aspirations sont communes, ils recrutent difficilement de nouveaux adhérents — par le simple motif que, pour désirer y entrer, il faut être un peu au courant des idées qui s'y discutent, et avoir pour elles un tantinet de sympathie. Le problème est celui-ci : je suis anarcho, je veux semer mes idées, quel est le terrain où elles germeront le mieux ? J'ai déjà l'usine, le bistrot... je voudrais qué que chose de mieux : un coin où je trouve des prolos se rendant un peu compte de l'exploitation que nous subissons et se creusant la tête pour y porter remède... Ce coin existe-t-il ? Oui, nom de Dieu ? Et il est unique : c'est le groupe corporatif ! Dès qu'un prolo rumine sur son triste sort, qu'il se rend compte que son patron le gruge, il ne fait ni une ni deux : il va à la Chambre Syndicale. Il sait que là il trouvera des camaros ayant les mêmes sentiments que lui et avec qui il se serrera les coudes, pour tenir tête aux singes. » (p. 37).

Ce texte de 1894 ne se limite pas à du syndicalisme débile C.G.T.-F.O.-C.F.D.T., c'est l'adoption officielle (Congrès de Toulouse de la C.G.T. en 1897) du sabotage et du boycottage. Pouget était syndicaliste mais il défendait les attentats :

« Cette société qu'on croyait forte, nous avons vu Ravachol, nous seulement la tenir en respect, mais bien plus, la forcer à reculer. Allez, les jean-foutre, rabaissez votre caquet : votre société de malheur est jugée. Elle durera ce qu'elle pourra, n'importe, la culbute est inévitable. » (p. 237, 238. : 1892).

« Pardienne, je sais bien qu'il y a des pleurnicheux qui la trouvent mauvaise : « A quoi ça sert ? », qu'ils rengainent. Qu'on crève un contre-coup, un singe... qu'on en crève dix ou vingt, ça ne change rien à mistoufle du populo. Faut s'en prendre aux institutions, et pas aux hommes... »

« Les institutions, mon bonhomme, je voudrais bien savoir comment ça bricolerait s'il n'y avait pas des jean-foutre pour les faire manœuvrer ? (...) N'importe, c'est un petitot commencement : primo, c'est des bons exemples ; deuxièmo, ça donne de l'espoir aux prolos qui voient qu'on est pas tous des avachis ; troisièmo, ça fout la chiasse aux grosses légumes. » (p. 229, 230 : 1892).

J'ramène ma fraise because l'opposition aux attentats, c'était Malatesta et aussi Kropotkine, plus tard. Et ce syndicalisme, le Pouget-Pontesyndicalo, il s'en est torché le cul quand la Cégète a grossi, d'où cette vomissure typique des anarcho-synds de tout poil et toute époque : « Chaque fois que se constitue un groupement où se trouvent en contact des hommes conscients, ils n'ont pas à tenir compte de l'apathie de la masse. Il est déjà assez regrettable que les inconscients se refusent à user de leurs droits, sans encore leur reconnaître l'étrange privilège d'entraver la proclamation et la réalisation du Droit des conscients. » (Emile Pouget, « Les bases du syndicalisme », 1904).

Lisez donc le bouquin qu'on a accouché entre frérots (et qu'à la fin on se critique... on n'est pas démagos) « Capitalisme-Syndicalisme, même combat », chez Spartacus (hélas).

Impressionnant de constater qu'il y a des attentats en Espagne (les exécutions de Montjuich à Barcelone, 1897, p. 245), des flics à gachette facile (1890, 1898, p. 242, 258), la « barbarie française » de la répression outre-mer : « Le soldat éreinté qui, furibond, s'en prendrait à un galonné, passerait au conseil de guerre. Au contraire, celui qui, pour assouvir sa colère, déquille un moricaud, piétine un manifestant ou assomme un prolo, est félicité. » (1900, p. 273), la lutte antimilitariste fondée sur morts pour rien pendant les manœuvres : « Mais il y a quelque chose de plus monstrueux. C'est l'apathie des nicodèmes qui se laissent ainsi mener à l'abattoir. C'est l'apathie du populo qui assiste aux déroutes et se borne à chialer sur les malades, à les pomponner et à les dorloter... La gradaille aurait bien tort de se gêner ! » (p. 286, 1898).

Ouais, la passivité : « Dans les magasins c'est pareil ou même pire, nom d'une bombe ! Un commis fait ses épates parce qu'il touche à la fin d'un mois cent sous de plus que son copain — il donne des ordres avec un air de tranche-montagne qui lui va comme un tablier à une vache. » (p. 226, 1890). « A l'enterrement des gosses (tués par leur mère folle de misère) y avait des tas de couronnes données par les voisins. Mille bombes, ça m'a toujours foutu en colère ces machines-là ! On ne débourserait pas un rotin pour empêcher un vivant de claquer et une fois crevé on lui achète des couronnes. » (p. 296, 1889).

Plutôt que de discuter de la violence, vaudrait mieux comprendre pourquoi il y a si peu de violence ! D'où la démarche de Pouget : « Mais foutre, les jeunets ! les loupiots ! quand vous aurez vu ce que c'est que risquer sa peau pour la Sociale (...), alors vous serez débarrassés de ce qui a causé notre perte à nous, les vieux de 71 (la Commune). Vous n'aurez plus ni bonté, ni pitié et sûrs de retrouver dans chaque bandit épargné un assassin et un mouchard le lendemain, vous n'épargnerez plus personne, et c'est vous, les loupiots, qui ferez alors la bonne ouvrage que nous avons gâtée autrefois avec nos couillonades, nom de Dieu ! » (p. 96, 1902).

Lénine et Staline l'ont fait et c'est de la merde. Parce que les traitres, y en a plus chez les « révolutionnaires » de mon cul que chez les prétendus réactionnaires. La preuve : Pouget lui-même, les ministres anarchistes en Espagne, les anars francmacs en France. Faut-il les raccourcir ? Faire comme chez les léninards japonais ou allemands ?

Question stupide : l'anarchie, c'est la rotation et la révocation permanente, donc soyons anarchistes et les emmerdeurs se tailleront eux-mêmes pour la social-démo, les maolards...

Un bon bouquin qui débarbouille les méninges, voir le texte de Liebknecht antiparlementaire de 1869, l'anti-masturbations intello parce que faut choisir « les bouquins de physique, de chimie, ça peut servir à l'occasion, y a de chouettes choses à s'appuyer aussi dans la poésie, littérature, etc. quand on a le temps (...) parce que c'est justement ce qu'il y a de dégoûtant dans cette cochonne de société : qu'on s'esquinte au turbin toute la journée, et qu'après on ait tout juste la force de boulotter et de se foutre au pieu (alors) les trente-six mille fantasmagories de raisonnements, à perte de vue, sur des pointes d'aiguilles, ces sacrés flambeaux de philosophards, qu'ils aillent donc au diable ! » (p. 320, 1896).

Sabadell

The Wilhelmshaven revolt. 1918-1919.

Icarus (Ernst Schneider) Simian Press, Londres, 1975

Icarus (Ernst Schneider) « *The Wilhelmshaven revolt 1918-1919* », Simian Press Londres, 1975, 32 p.

Cette brochure d'un des participants apporte un témoignage intéressant bien que trop bref, sur la maturité et la combativité des marins de la marine de guerre allemande, encadré pourtant par des marxistes, partisans il est vrai de l'action directe et au prise avec les magouilles de leurs directions.

Face au désir des marins d'une des bases militaires les plus importantes d'Allemagne d'établir des liaisons avec Kronstadt, on constate le refus de Radek, Russe d'origine allemande représentant de Moscou, de susciter tout acte violent. Quant aux sociaux-démocrates, ils écrasent la révolte — et les autres — grâce aux soldats revenus du front avec leurs armes. Comment s'étonner que dix ans plus tard, les ouvriers aient suivi les fascistes et pas les embryons de résistance des socialistes et communistes ?

Israël Renof - Dubois Adjiakhmet

Critiques (anarchistes ?) diverses

Jouer au critique litttéraire, c'est pas l'genre que j'préfère, même si c'est pour alimenter une revue qui n'est pas un canard universitaire bien que le style fasse parfois illusion (1).

Pourtant ('me voyez v'nir ! z'êtes pas cons tout de même !). Pourtant, j'vais l'faire pour le bouquin d'Fournier : « Y'en a plus pour longtemps » (2).

Pierre Fournier, dès 69, dans « Hara-Kiri hebdo », c'est chaque semaine deux pages d'écriture serrée qui fait éclore le fait écologique dans notre champs de conscience (!).

« Il va de soi qu'« écologique » s'entend au sens le plus large du terme. Ce n'est pas le « problème de l'environnement » qui nous intéresse, ce sont les extraordinaires possibilités de révolution enfin globale, radicale et fondamentale que fait entrevoir l'absolue nécessité de le résoudre. La contestation de type proprement politique ne nous parait plus pouvoir déboucher que sur des impasses. Il faut s'opposer aux bases même d'un système, qui sont économiques. On ne peut plus changer la société sans, d'abord, changer la vie. Nous subissons les ultimes développements logiques d'un capitalisme devenu, non plus seulement international, mais planétaire. La société capitaliste, c'est la civilisation industrielle elle-même. Elle ne se contente plus de nous exploiter, elle nous détruit. Une seule issue : la révolte. (...) La prise de conscience écologique ne débouche pas sur des réformes, des palliatifs, des rafistolages, comme on voudrait nous le faire croire en haut-lieu, mais sur une révolution, seule capable d'imposer le passage inéluctable d'une économie de croissance et d'exploitation à une économie d'équilibre et de partage. »

Ce recueil de textes, c'est la voix de Fournier de nouveau au milieu des nôtres qui n'ont cessé de réclamer une société libertaire et autogestionnaire, qui n'ont cessé de réclamer tout et tout de suite.

A ceux pour qui lire demande un effort : tendez l'oreille, camarades !

En passant à l'ombre d'un pick-up, vous aurez peut-être la chance et le plaisir d'entendre :

— Colette Magny : « Ras la trompe » (3). Une voix extraordinaire, de l'humour, pour régler ses comptes avec une certaine extrême-gauche, celle des purs, des durs, qui même en chiant le font politiquement et dans la ligne et veulent qu'on en fasse autant. Sur l'autre face, un témoignage poignant difficilement supportable sur les cages à tigres de Poulo-Condor (4).

— Imago (un groupe de trois musiciens chanteurs), « Folle avoine » (5).

Mes trois titres préférés du moment, comme ça, sans ordre :

— Le Serpat : 3'24 d'antimilitarisme de base.

— La Mosquée : avec plein d'humour, le folklore du routard camé et néomystique qui finit en f'sant la manche à la Huchette.

— Géronimo : de la vie de Géronimo à Wounded-Knee, mis en parallèle avec la prise de conscience d'un môme qui, au départ, vénère les Longs Couteaux, héros des westerns et des bandes dessinées.

Pour finir, une anecdote pour ceux qui aiment bien s'emplir les oreilles en se musclant les mollets :

A Bordeaux, en février, au sein d'une manif de la C.F.D.T. pour la libération des militants emprisonnés (pour cause, estiment les pouvoirs publics, d'antimilitarisme), une vingtaine de gars scandent : « Libérez nos bureaucrates ». Autour d'eux y a comme du flottement !

Consort.

---

(1) Que ceux qui, ayant lu le supplément au n° 4, trouvent que je radote m'écrivent, j'en tiendrai compte.

(2) Editions du Square.

(3) Chant du Monde.

(4) Bagne du Sud Vietnam.

(5) L'escargot.

REVUES ET JOURNAUX

Nous avons reçu entre autres :

Askatasuna (Revue Théorique Libertaire de Euskadi).

M. Orrantia, 84, ch. de Waterloo, Bruxelles 1060.

Publiée en espagnol, *Askatasuna* se propose « travailler pour l'organisation autonome (fédéraliste) et spécifiquement anarchiste (groupes de combat, étude et action) d'une Fédération Anarchiste-Communiste de Euskadi ».

La Razon (F.L.C.N.T. Postbus 12408, Amsterdam).

En espagnol. Pour le mois de mars était prévue la parution du même bulletin en hollandais.

Accaõ Directa. Apartado 21191, Lisboa 2.

Bulletin de l'Association des groupes autonomes anarchistes. Après « A Ideia », « A Batalha » et « A voz anarquista », une nouvelle publication communiste libertaire au Portugal. Dans le numéro 4 (mars 1976), des articles sur la structure de pouvoir, sur l'organisation spécifiquement anarchiste, la traduction de l'article paru à I.C.O. (janvier-février 1973) sur le procès de Stocke Newington et la nouvelle de la reconstitution de la F.A. de la région portugaise (FARP-FAI). Dans le bulletin paru en supplément au numéro 4 de *La Lanterne Noire* nous avons publié deux traductions tirées d'Accaõ Directa : « Le pouvoir et la structure des organes populaires » et « Au sujet d'une solution révolutionnaire du problème de l'habitat ».

IMMK. Bulletin de liaison pour Interkultura Monda Movado de Kommunomoj — Mouvement Interculturel Mondial pour les Communautés. Coordination : Marianne Gless, 5, rue Saint-Louis, 67000 Strasbourg.

Des informations, des commentaires, des adresses concernant les divers bulletins, centres et groupes centrés sur la vie en communauté. Une rencontre (la deuxième) est prévue pour cet été à Strasbourg. Thèmes proposés :

A) Le phénomène de la centralisation dans l'histoire.

B) Les systèmes actuels de pouvoir dans le monde.

C) Eléments proposés pour une société du futur.

D) Stratégies de la décentralisation.

Ce thème de la décentralisation a fait l'objet d'un travail de recherche après leur première rencontre à Telvagola.

The Cienfuegos Press Review Anarchist Literature. Vol. L n° 1. Publié par Cienfuegos Press. Ltd. (Mail Order Booksellers), Box A 1 Exchange, Honley, Nr. Huddersfield, Yorkshire HD7 2AY, G.-B.

Cienfuegos Press est la maison d'édition du courant s'exprimant dans « Black Flag » (organe de la Croix Noire Anarchiste britannique). La Cienfuegos Press Review comporte des extraits ou des critiques de livres parus (ou à paraître) en anglais sur l'anarchie et le mouvement anarchiste.

Quaderni di Appunti Libertari n° 1. « Sur quelques principes de l'anarchisme ». Paolo Bari, cas. post. 39 Trento.

Ce texte sera résumé dans notre prochain numéro. A cette même adresse on peut se procurer l'édition italienne de *La Lanterne Noire* qui comporte la traduction de :

N° 1 : « Nos points communs » ; « Qui sommes-nous ? ».

N° 2 : « L'intégration imaginaire du prolétariat » ; « Lip revu et corrigé » ; « Points communs ».

N° 3 « L'inaction violente » ; « Violence et révolution ».

Solidarité Ouvrière. Case Postale 114, 1211 Genève 8, ou bien Case Postale 377, 1000 Lausanne 17.

Journal du « Groupe multinational de travailleurs anarchosyndicalistes » qui vient de se créer à Lausanne.

Bollettino del Centro Documentazione Anarchica. Mensuel.
Barbieri, Claudio c/o Centro Documentazione Anarchica. Via Ravenna 3, 10152 Torino.

En janvier 1976 s'est constitué le C.D.A. dont la fonction est « d'archiver, faire la publicité et la recension du matériel politique et des publications concernant l'anarchisme et en général les mouvements libertaires et l'autonomie ouvrière ». Le bulletin comporte, outre la bibliographie disponible au C.D.A., des commentaires de livres, des traductions et des informations.

Le groupe « Mackhno » de Palermo publie dans leur bulletin intérieur un numéro spécial consacré aux comptes rendus des séances du XIIe Congrès national de la F.A. Italienne. Pour se le procurer : G.A. « N. Makhno » Piazza G. Meli n° 5 Palermo, Italie.

Frente Libertario

Mai 1976, n° 62.
Amador Alvarez, 87, rue de Patay, 75013 Paris — C.C.P. 15.712.51 Paris.

Les luttes en Espagne — Le Mouvement Libertaire.

Combat Communiste

Mai 1976, n° 15.
Yves Coleman, B.P. 401.75.829 Paris, Cédex 17.

L'autre récente scission de Lutte Ouvrière (nous avons déjà présenté Union Ouvrière). A gardé de L.O. le caractère austère. Aucun changement théorique important contrairement à U.O. Mais peut-être moins sectaire.

Articles sur la bureaucratie.

A. Rivista anarchica

Mai 1976, anno VI, n° 4.

Editrice A., cas. post. 3240, 20100 Milano.

L'internazionale

Luciano Farinelli, cas. post. 173, 60100 Ancona.

— Comité pour Victimes Politiques
Eurospadoni, casella postale 20, 60019 Senigallia - C.C. Postale n. 15/12921.

Anarchismo

Bonnanno Alfredo. C.P. 61, 95100 Catania.

La revue commence la publication des œuvres complètes de Bakounine (cf. édition de A. Lehning, Amsterdam).

Le Réfractaire

Mai 1976.

« Organe libertaire pour la défense de la paix » et des libertés individuelles ».

Des informations sur l'objection, les renvois de livret militaire, l'insoumission.

Basta

Mensuel anarchiste.

B.P. 105. Cédex 31.013 Toulouse.

Umanita nova

1er mai 1976.

Via Flli. Bozzi 29, Milano 20153.

Arbeidermakt

Organe des travailleurs révolutionnaires (anarchistes).

Postboks 843. 1601 Fredrikstad, Norvège.

Folkebladet

Fédération anarchiste - socialisme libertaire. N° 10.

Hjelmsgt 3, Oslo 3, Norvège.

Nous avons appris la publication, par des camarades grecs, de :

— A. Stinas : « Etats ouvriers, partis ouvriers et le mouvement de libération de la classe ouvrière ».

— « *Guerre à la Guerre* », brochure antimilitariste grecque (comprenant les résolutions du 1er Congrès de la Fédération Panhellénique des Anciens Combattants et des victimes de l'armée, de 1924).

— « *Pezodronnio* » n° 5 : « La lutte de classes en grèce », comprenant :

- — un article du groupe français « Bulletin Communiste » : Hellas, les luttes de classes en Grèce.
- — Un texte de A. Stinas : Qui, comment et quand ouvre la voie à la dictature.
- — Des tracts.
- — Et en première page, une lettre de « l'Union Ouvrière Anarchiste » d'Athènes au Congrès International de 1900.

La création, par un groupe anarchiste communiste de l'O.R.A., d'un « Centre culturel d'archives » à « La Chapelle Gaugain ».

Pour tous renseignements : André SENEZ, cordonnier-bottier, 72310 La Chapelle-Gaugain.

COMMUNIQUE DU COMITE DE SOUTIEN AUX INCULPES DES G.A.R.I.

Après 2 ans d'instruction devant la Cour de Sûreté de l'Etat, les inculpés des G.A.R.I. (Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes), poursuivis initialement pour des délits politiques, sont maintenant renvoyés devant la juridiction de droit commun, c'est-à-dire en fait les Assises, pour des crimes maintenant qualifiés de droit commun, suivant le bon plaisir du Ministre de la Justice.

Ainsi, le temps passant, l'oubli des emprisonnés, qui ont lutté contre un franquisme qu'à présent tout le monde renie, a permis en France ce scandale judiciaire sans précédent : la Cour de Sûreté de l'Etat se dessaisissant d'une affaire après avoir utilisé toutes les procédures d'exception contre les inculpés pendant 2 ans.

Au-delà du défi politique qu'est la complicité des gouvernements français et espagnol dans la chasse aux libertaires, les manœuvres judiciaires dont sont victimes les premiers prisonniers politiques du règne de Giscard devraient inquiéter tous ceux qui luttent contre l'arbitraire et l'injustice.

Le maintien en détention provisoire de Michel CAMILLERI, Mario INES TORRES et Jean-Marc ROUILLAN, la reprise de l'instruction et des enquêtes policières, l'arrestation récente sans preuve ni élément nouveau (et sans nécessité judiciaire) de Bernard REGLAT, ne doivent pas se poursuivre dans le silence. Leur mise en liberté est le minimum exigible pour ceux qui veulent stopper la démagogie répressive de Poniatowski et la dépendance absolue de la justice au pouvoir.

Nous demandons la fin de l'instruction et des enquêtes policières, et la liberté de Michel CAMILLERI, Mario INES TORRES, Bernard REGLAT et Jean-Marc ROUILLAN.

L'importance de certains aspects de l'actualité, ainsi que l'ampleur des changements en Espagne, la grève universitaire ou la répression, nous ont d'une certaine façon « obligé » à prendre la décision de laisser pour le prochain numéro des articles plus « théoriques ».

D'accord avec ce qui était prévu dès le numéro 1 de La Lanterne Noire **dans** Thèmes pour la controverse, **nous avons commencé la discussion et la préparation de quelques articles sur la question de l'organisation spécifique, le spontanéisme et le mouvement de masses, qui ouvriront le débat dans le prochain numéro.**

On trouvera aussi dans le numéro 6 de La Lanterne Noire, **qui sortira avant les grandes vacances, le courrier et les commentaires de revues qui n'ont pas eu de place dans ce numéro, en particulier Dissidence n° 2 et Informations Rassemblées à Lyon n° 9.**

Il y a dans chacun de nous, mais suivant des processus différents, du capitalisme, du fascisme, de la répression. Etre révolutionnaire c'est lutter aussi contre cela, et en tenir compte, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une masse potentiellement révolutionnaire « trahie » par des méchants bureaucrates, mais que le capitalisme ne pourra sécréter ses éléments de stabilisation (tous les syndicats, tous les partis) qu'aussi longtemps que nous les aurons dans la tête. Cela ne signifie pas qu'il faille changer « l'individu » avant la société, mais que nous devons essayer de comprendre les rapports entre les institutions répressives et nous, sans tomber dans la problématique de la poule et de l'œuf. Le changement et la « conscience » s'acquièrent dans la lutte contre tout ce qui dirige, centralise, contre toutes les institutions intermédiaires et idéologiques, et en définitive contre l'Etat, et ce, dans tous les domaines de la vie quotidienne et pas seulement dans nos lieux de travail.

Notre projet est donc anti-autoritaire et anti-étatique.

En conséquence, le rôle d'un groupe révolutionnaire, n'est pas de représenter ni d'organiser qui que ce soit mais de participer (sans séparation entre théorie et pratique, autant que cela soit possible) à la destruction du capitalisme, en fonction de ce qu'il pense et de ce qu'il souhaite. Il n'est pas extérieur à des masses qui sans lui ne seraient que réformistes. Il en est une partie minuscule qui ne désire ni diriger ni être dirigée et qui a décidé de s'exprimer, de proposer, d'analyser, de lutter.

La contradiction et les oppositions entre un groupe et le reste de la société existent, mais finalement pas davantage qu'entre différentes couches sociales, qu'entre différentes fractions du prolétariat. Le danger d'avant-gardisme existe aussi dans la mesure où tout le monde ne s'exprime pas et ne propose pas, et où des canaux égalitaires d'échange n'existent pas. Il nous faut donc favoriser au maximum l'éclosion de l'expression, la création de multiples canaux d'échanges, et ce sans tomber dans le piège d'une radicalité élitiste qui n'est que le revers de la médaille du frontisme réformiste. Et cela n'est pas simple, quand il s'agit de définir une stratégie révolutionnaire, les groupes ont tendance à aller de l'une à l'autre, d'un jour à l'autre.

Nous ne pensons pas que le « socialisme » soit contenu inéluctablement dans le capitalisme à cause de ses contradictions internes. Cette vision idéaliste de l'histoire a plusieurs inconvénients :

— triomphalisme qui masque les difficultés profondes à résoudre,
— tendance à ne rien faire et attendre,
— situer toujours et uniquement le problème au niveau économique et politique,
— favoriser des institutions qui, au nom de leur prétendue place dans le « sens de l'histoire », acceptent la légalité, et ne sont en fait que des moyens de conservation du système.

Ces conséquences font que nous refusons cette conception de l'histoire non pas parce qu'elle est fausse ou vraie : il n'existe pas plus de science de la révolution que de science de l'histoire. C'est en fonction de notre *projet révolutionnaire*, anti-étatique, anti-autoritaire, anti-centraliste, que nous jugeons l'histoire et les systèmes politiques et économiques, et que nous luttons.

(Texte collectif - *La Lanterne Noire* n° 1)

sommaire

Prix 5,50 F.

Imp. Ruche Ouvrière, 10, r. Montmorency, 75003 Paris